

 \$10

ÉTÉ 2025

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires



**Voyage d'études en  
Mongolie**

**Tomber dans le précipice  
par l'hon. Sue Barnes**

**Le Traité d'Ottawa**

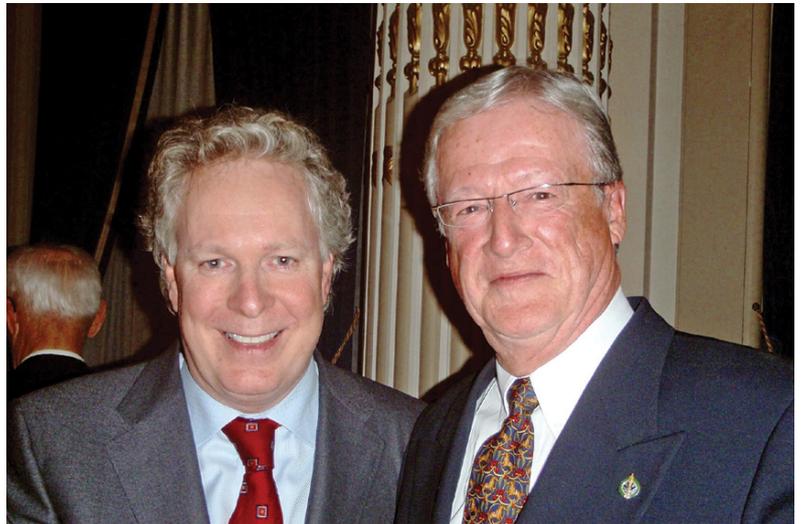
**L'Aga Khan IV par  
Yasmin Ratansi**

PM 40027604

# Une promenade dans le passé



*James McGrath et Doug Rowland.*



*L'hon. Jean Charest et Maurice Harquail.*



*Murray Cardiff, l'hon. Sarmite Bulte, Ian Watson et Léo Duguay.*



*Marlene et Ron Catterall.*



*Le très hon. Stephen Harper et Barack Obama.*



*L'hon. Peter Milliken avec, président de la Chambre des communes de 2001 à 2011 avec l'hon. Daniel Hays, président du Sénat de 2001 à 2006*

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 21, Numéro 1

Été 2025

## TABLE DES MATIÈRES

Rapport du président ..... 5 Par Matt DeCoursey	Réunion de l'ACEP à St. Andrews (Nouveau Brunswick)..... 21
La Mongolie, pays de l'éternel ciel bleu ..... 6 Par l'hon. Bryon Wilfert	Du militantisme dans les clubs de jazz au Parlement : les multiples vies de Paul Manly.... 22 Rédigé par Eduardo Rondon
Diversification, coopération mondiale et résilience nationale : les enseignements d'un ancien ministre de l'Industrie .....10 Par Eduardo Rondon	Représenter le Canada sur la scène internationale ..... 23 Rédigé par Michael McBean
Allier accessibilité et mise en scène au Parlement par l'intermédiaire des médias sociaux..... 11 Par Eduardo Rondon	Il me semble ..... 24 Par Dorothy Dobbie
L'hon. Eleni Bakopanos, ou l'art de briser les barrières en politique canadienne..... 12 Rédigé par Michael McBean	La vie après avoir été député: Un autre point de vue à propos de tomber dans le précipice ..... 25 Par l'hon. Sue Barnes
La Convention d'Ottawa continue de représenter l'« âge d'or » de la diplomatie canadienne ..... 13 Par Mia Parker	Sur les étagères : My Life in Politics..... 27 Chronique par Michael McBean
Des processus démocratiques à revitaliser ..... 14 Rédigé par Ajit Mehat	Sur les étagères : The Peace ..... 28 Chronique par Mia Parker
Le côté plus décontracté du Parlement ..... 15 Par Michael McBean	Sur les étagères : A Communist for the RCMP ..... 29 Chronique par Averi Winn
De la Colline du Parlement aux répercussions sur la collectivité : la lutte continue contre la maladie de la sédentarité ..... 16 Par John Weston	Sur les étagères : The Duel ..... 30 Chronique par Eduardo Rondon
Au-delà du « Tom fâché » : les principes qui ont défini la carrière de l'hon. Thomas Mulcair... 18 Rédigé par Eduardo Rondon	L'héritage de Son Altesse l'Aga Khan IV : un leader visionnaire ..... 31 Rédigé par Yasmin Ratansi
Le travail de bibliothécaire parlementaire..... 19 Par Averi Winn	Hommages à nos disparus ..... 33
Les cinq parlementaires de McGill dix ans plus tard ..... 20 Par Mia Parker	L'hon. Murray Sinclair : L'œuvre d'une vie d'un leader, d'un sénateur et d'un ami..... 43 Rédigé par Michael McBean



*Cette statue géante en Mongolie est dédiée à la mémoire de Gengis Khan.*

*Photo de couverture par Dorothy Dobbie.*

**Rédactrice en chef**

Dorothy Dobbie

**Rédactrice adjointe**

Mia Parker

**Stagiaires à la rédaction**

Micheal McBean, Eduardo Rondon,  
Averi Winn

**Comité de rédaction**

Dorothy Dobbie, Derrek Konrad,  
Lynn McDonald

**Comité de rédaction émérite**

L'hon. Jim Fleming, Claudy Lynch,  
Keith Penner et Doug Rowland.

**Collaborateurs**

L'hon. Sue Barnes, Matt DeCoursey,  
Dorothy Dobbie, Ajit Mehat, Yasmin Ra-  
tansi, John Weston, l'hon. Bryon Wilfert

**Adjoints à la production**

Annie Bourbonnais, Hugo Laviolette,  
Carolina Moore, Karl Thomsen

**ISSN 1920-8561**

Publication canadienne disponible par  
la poste. Numéro de contrat de vente  
40027604

**Notre mission**

Suite à la Colline, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer son lectorat, à l'informer et à le tenir au courant des activités des autres ex-parlementaires, de son Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de Suite à la Colline vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions. C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764; Téléc. : 613-947-1764 Courriel : [exparl@parl.gc.ca](mailto:exparl@parl.gc.ca); Site Web : [www.exparl.ca](http://www.exparl.ca).

## VOTRE ORGANIZATION

**Madame Dobbie,**

J'espère que vous vous portez bien. Par votre entremise, j'aimerais présenter mes félicitations à Lynn McDonald pour son récent article d'opinion publié dans le numéro estival de Suite à la Colline.

Je suis actuellement en train de lire « The 1867 Project » et je lui suis reconnaissant de ses observations.

À mon avis, après quelques petites modifications, le texte de Mme McDonalds pourrait très bien paraître dans les journaux nationaux du Canada.

*Cordialement,*

*David Bjornson*

**Bonjour Dorothy,**

La semaine dernière, à ma grande joie, j'ai reçu la version française de la revue de l'ACEP. Comme d'habitude, j'ai parcouru les articles.

Un article de Mme Dobbie a particulièrement retenu mon attention. La deuxième partie m'a profondément touchée. Il y avait enfin quelqu'un qui comprenait vraiment ce que j'ai traversé après avoir quitté la Chambre des communes! Je ne peux pas cacher le fait que j'ai eu une boule dans la gorge et beaucoup de difficulté à retenir mes larmes.

En tant que députée d'arrière-ban qui n'a fait qu'un mandat de 2019 de 2021, après 15 années d'activisme, la période qui a suivi a été très douloureuse. J'ai vécu une dépression, une séparation et une réconciliation. D'autres personnes avaient vécu ce malaise que personne dans mon entourage ne comprenait.

« C'est comme tomber dans un précipice », comme l'a si bien dit Mme Dobbie. Elle parle aussi de stress post-traumatique! C'est donc ce que c'était! Après trois années, j'ai finalement une explication et je sais maintenant que je n'ai pas été la seule à subir cette épreuve. Grâce à la thérapie et au soutien des gens qui m'entourent, je me sens beaucoup mieux.

Je remercie tout particulièrement Mme Dorothy Dobbie d'avoir abordé le sujet. Sans le savoir, elle m'aide à comprendre le deuil que j'ai dû faire après mon engagement politique. Mille mercis!

Je remercie aussi l'ACEP et l'équipe de la revue. Votre travail est fort apprécié!

Mes plus cordiales salutations à vous tous,

*Louise Charbonneau*

**Madame Charbonneau,**

Je suis ravi que l'article vous ait aidée. Un très grand nombre de nos anciens collègues ont vécu la même chose, et j'ai le cœur brisé quand je pense qu'il n'y a jamais qui que ce soit pour nous prévenir.

Je vous prie d'être sereine maintenant. Il est déchirant de voir comment les anciens élus sont traités, mais ce n'est pas parce que quelque chose leur fait défaut. Les personnes qui ressentent le plus la séparation sont souvent celles qui étaient les plus sincères à propos de leur travail et de leur engagement à apporter des changements positifs dans la vie de leurs concitoyens.

C'est ce nous essayons d'expliquer aux bureaux de régie interne pour que nous puissions communiquer avec les gens et en aider un plus grand nombre d'une manière positive et proactive. Votre lettre sera très utile dans le cadre de ces démarches.

*Dorothy Dobbie, C.M.*

*Ancienne présidente de l'ACEP*



**Biographie de Hugo Laviolette, adjoint administratif de l'ACEP.**

Mon nom est Hugo Laviolette et je suis présentement étudiant en troisième année en science politique et administration publique à l'Université d'Ottawa. Depuis mai 2023, je travaille dans le milieu parlementaire en tant qu'assistant administratif pour le député Francis Drouin. Ce rôle m'a permis d'acquérir des compétences en soutien administratif, en gestion de dossiers d'électeurs, ainsi qu'en appui aux activités parlementaires.

C'est avec enthousiasme que je me joins à l'équipe de l'Association canadienne des ex-parlementaires. J'ai hâte de contribuer aux projets de l'association, d'offrir du soutien lors des événements et de maintenir une communication active avec les membres.

Au plaisir de faire votre connaissance et de collaborer avec vous au cours des prochains mois.



*Matt DeCoursey.*

# Rapport du président

By Matt DeCoursey

**C**hers amis et ex-parlementaires, Notre rôle en tant qu'ex-parlementaires ne sera peut-être jamais aussi important qu'en 2025.

Même depuis avant le 20 janvier, nous faisons face à des menaces quotidiennes visant la souveraineté du Canada de la part de l'administration Trump. Il semble que les partenaires sur lesquels nous pouvions compter depuis longtemps sont maintenant prêts à compromettre les liens de longue date en matière d'économie et de sécurité que nous avons tissés et qui ont fait de notre relation bilatérale la plus solide dans l'histoire moderne.

Ici, au pays, nous sommes presque assurés de nous rendre aux urnes dans le cadre d'élections fédérales (si cela ne s'est pas déjà produit au moment de la distribution de la présente lettre). De nombreux parlementaires ont décidé de ne pas se représenter. De nombreux autres pourraient prendre la même décision. D'autres encore perdront leur siège.

Sur les deux fronts (que ce soit la dé-

fense des valeurs démocratiques et de la souveraineté canadienne ou le soutien à la transition des parlementaires après leur vie en politique), nous jouons un rôle essentiel en représentant la voix de la raison et de l'expérience. La nature non partisane de nos activités (qui sont souvent hautement politiques) nous permet de nous élever au-dessus des intérêts partisans perçus et de défendre collectivement l'intérêt supérieur de nos collègues, de nos institutions et des Canadiens.

Le Canada a plus que jamais besoin d'une Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) solide.

Nous avons déjà commencé à planifier des manières permettant à notre organisation de faire entendre sa voix dans l'actuel climat géopolitique instable. Nous concentrerons nos efforts sur le maintien de notre souveraineté, sur la défense de notre démocratie et sur la protection de notre économie. Avec votre soutien, nous allons y arriver.

Les membres de notre association, qui proviennent eux-mêmes de différents

horizons géographiques, linguistiques et politiques, ont commencé à mobiliser les députés et sénateurs sortants. La stabilité dont notre association fait preuve depuis tellement longtemps pousse les personnes qui ont servi le Canada à voir l'ACEP comme une plateforme leur permettant de poursuivre leur service. Grâce à votre soutien, ils s'épanouiront, tout comme notre association.

Il va sans dire que nous vivons dans une époque marquée par l'incertitude. Toutefois, si les ex-parlementaires travaillent ensemble afin de soutenir leurs collègues et notre pays, nous pouvons contribuer à atténuer cette incertitude pour bon nombre de personnes.

J'espère que vous trouverez vous aussi un moyen de soutenir notre grande nation, ainsi que les nombreux amis et collègues qui ont tant donné pendant leur service. Faisons de 2025 une année marquante pour les ex-parlementaires canadiens.

En toute amitié,  
Matt DeCoursey



*Matthew Dubé a aidé à déposer des couronnes lors de la cérémonie du jour du Souvenir en 2024 à la Tombe du Soldat inconnu.*

# La Mongolie, pays de l'éternel ciel bleu

Par l'hon. Bryon Wilfert



Devant le Musée national Gengis Khan à Oulan Bator, en Mongolie. De gauche à droite : Ken Boshcoff, Dorothy Dobbie, Elizabeth Wilfert, l'hon. Bryon Wilfert, Mahbanu Ratansi et Yasmin Ratansi. Rangée arrière : notre guide, l'attachée politique Annie Bourbonnais, l'amie de Dorothy, Judy Saxby, l'hon. Jean Augustine et Chungsen Leung.

En septembre 2024, une délégation de membres de l'ACEP s'est rendue au pays de Gengis Khan, le pays de l'éternel ciel bleu : la Mongolie.

Ce fut une occasion fantastique de découvrir la chaleur et le charme de la population, ainsi que les paysages incroyables, et de rencontrer divers dirigeants des milieux politique et universitaire et du monde des affaires.

La Mongolie est une démocratie émergente en Asie, et nous avons eu l'occasion d'y rencontrer des membres de l'Association des parlementaires de la première constitution démocratique afin de discuter avec eux de la réforme démocratique ain-

si que d'échanger nos points de vue avec l'ancien ministre des Affaires étrangères, TSOGTBAATAR Damdin, sur le renforcement des relations bilatérales et parlementaires. L'expérience a été palpitante et riche en enseignements.

Nous avons visité la place Sukhbaatar (nommée en l'honneur du héros qui a déclaré l'indépendance de la Mongolie vis-à-vis de la Chine en 1921) et avons contemplé le Grand Khoural (les édifices du Parlement), où se dressait une imposante statue de Genghis Khan. Le va-et-vient des jeunes et des moins jeunes qui flânaient sur la place ou s'adonnaient à la photographie nous a donné une véritable impression du

dynamisme du pays.

Lors de nos rencontres avec l'ambassadeur du Canada, M. Choufani, le vice président du Conseil des affaires de Mongolie, M. Buyanjargal Byambasaikhan, et le vice président, M. Randolph Koppa, ainsi que leurs collègues, nous avons eu le sentiment très fort que les Mongoliens étaient ouverts aux affaires, et que les Canadiens avaient de réelles possibilités dans les domaines de l'éducation, de l'énergie verte, du tourisme, etc.

Le gouvernement de ce pays, enclavé entre la Chine et la Russie, a emprunté une troisième voie avec celui du Canada, en renforçant ses relations grâce à un



Ken Boshcoff avec les statues de la caravane de chameaux aux falaises enflammées de Bayanzag.



Dorothy Dobbie prend une leçon de fauconnerie. Ce sport est profondément ancré dans l'histoire des nomades mongoles.



Cette grande statue est dédiée à la mémoire de Genghis Khan. À sa mort en 1227, son empire s'étendait sur environ 12 000 000 de kilomètres carrés.



Une expérience culturelle à Oulan Bator.

partenariat en 2023.

Que ce soit en dégustant une crème glacée achetée chez l'un des nombreux vendeurs ambulants (une gâterie mongole par toutes les conditions météorologiques), en savourant la cuisine traditionnelle mongole ou en nous baladant à cheval, nous avons constaté que la chaleur et la gentillesse des gens étaient toujours au rendez-vous.

Nous avons notamment visité le musée Genghis Khan, qui abrite plus de 10 000 expositions originales datant de l'époque de Modun Shanyu, et retrace l'histoire du pays depuis la fondation du premier État nomade jusqu'au début du XXe siècle. Nous avons eu droit à une visite guidée très intéressante qui a fait rayonner l'histoire le long de six étages de salles d'exposition.

Lors de notre rencontre avec la présidente de l'agence de presse nationale Montsame, Mme Sodontogos Erdenetsogt,

nous avons appris qu'il était prévu de réintroduire l'alphabet mongol à la place du cyrillique russe en 2025. Mme Khishigjargal Enkhbayar, cofondatrice de l'Association mongole pour les Nations Unies, a abordé la question des jeunes et des projets touchant les changements climatiques. Nous avons eu le plaisir de rencontrer toute une série de personnes qui nous ont fait part de leur passion et leurs connaissances, témoignant ainsi du dynamisme de la société mongole.

La capitale, Oulan Bator, est une ville en pleine effervescence, et nous avons eu le temps de parcourir ses nombreuses rues animées et de contempler son architecture historique et moderne florissante.

La culture mongole est unique, vivante et exaltante. Nous avons eu la chance de découvrir la culture traditionnelle mongole par des spectacles de danse et de chant ain-

si que des performances acrobatiques.

Pour terminer le voyage en beauté, plusieurs participants ont passé quelques jours dans le désert du Gobi, dont le nom signifie « territoire sans eau ».

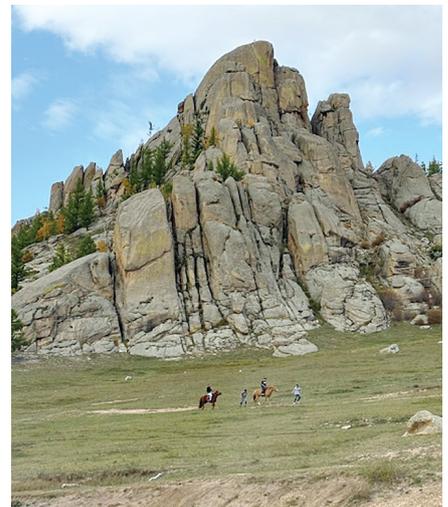
Le paysage unique du désert est depuis longtemps associé (dans l'esprit occidental) à un cadre romantique, et d'autres endroits tels que la vallée de Yol dans le parc national de Gobi Gurvan ainsi que les falaises enflammées ont été l'occasion de découvrir la Mongolie sous les étoiles.

Ce voyage d'études de l'ACEP a été très spécial pour nous tous. Il nous a permis de découvrir un pays vraiment unique en Asie, qui présente un potentiel considérable pour une collaboration future avec des parlementaires et des chefs d'entreprise.

L'honorable Bryon Wilfert a été député libéral de 1997 à 2011. Il est le consul honoraire de la Mongolie pour l'Ontario.



*Coucher du soleil lors de la dernière journée du voyage aux falaises enflammées, où le groupe a dégusté un verre de vin et porté un toast à Bryon Wilfert, consul honoraire de l'Ontario en Mongolie, qui a si habilement dirigé notre délégation.*



*Le paysage majestueux sans fin.*



*Le centre-ville d'Oulan-Bator, une ville très moderne qui regorge d'icônes culturelles et de boulevards verdoyants, mais qui est aux prises avec un incroyable problème de congestion routière.*



*Yourtes de luxe. Elles étaient équipées de douches et même d'un bidet fixé à la toilette!*



*Rencontre de la délégation avec Sandra Choufani, ambassadrice du Canada en Mongolie.*



*Lorsque la pluie efface un sentier, un autre se crée facilement.*



Magnifiques restaurants avec chambres individuelles, style asiatique.



L'hon. Bryon Wilfert discute avec un professeur d'archéologie de l'université où nous avons admiré d'anciens fossiles.



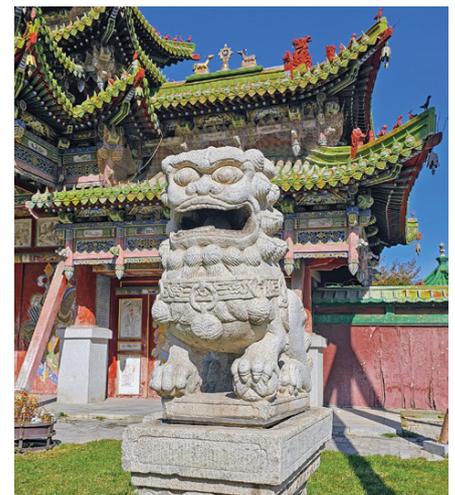
Genghis Khan, le grand homme en personne. Il avait six épouses et plusieurs concubines. On dit qu'environ 16 millions d'hommes descendent de lui aujourd'hui.



Édifices du Parlement. On y effectue plusieurs visites internationales par semaine. La place devant les édifices bourdonne d'activité.



Rencontre au Parlement. Il est intéressant de noter que l'alphabet cyrillique russe apparaît toujours sur les édifices et les panneaux officiels, mais que le gouvernement envisage de le remplacer par l'alphabet mongol d'ici cinq ans. L'anglais est la deuxième langue officielle du pays.



Entrée d'un temple original.

# Diversification, coopération mondiale et résilience nationale : les enseignements d'un ancien ministre de l'Industrie

Par Eduardo Rondon

Selon l'honorable Tony Clement, ancien ministre de l'Industrie, « les structures politiques et économiques actuelles du Canada ont radicalement changé ». En raison d'une résurgence de la polarisation, le Canada n'a plus le leadership solide ainsi que les communications étroites qui existaient auparavant entre les organismes gouvernementaux et qui lui ont permis d'être le premier pays à surmonter la crise financière de 2009.

L'instabilité civile et le désespoir sévissent souvent en temps de crise économique, ajoute Tony, ancien ministre de l'Industrie pendant la récession de 2009. Cependant, le Canada est un pays qui repose sur la persévérance nationale et la coopération mondiale face aux catastrophes mondiales ainsi qu'au protectionnisme national. Il a déjà connu des crises économiques comme celle que nous traversons actuellement et y a résisté avec brio.

L'histoire du Canada avec les États Unis est toujours caractérisée par une coopération prudente. Au cours du siècle dernier, le Canada a prospéré dans un monde américanisé, et son gouvernement a entretenu avec celui des États Unis des relations plus étroites que la plupart des autres pays, tant sur le plan commercial que sur celui des affaires et des partenariats. L'économie dépend de plus en plus des exportations aux États Unis. Cette situation suscite des inquiétudes depuis que le président Donald Trump a imposé des droits de douane et déclaré que, si le Canada n'était pas en mesure de résister à la pression économique causée par ses politiques protectionnistes, il se ferait un plaisir d'en faire le 51<sup>e</sup> État. De toute évidence, notre indépendance est un lourd tribut à payer pour la croissance économique. Cependant, la résilience et la force des Canadiens sont toujours intactes. Le Canada se relèvera face aux pressions économiques, comme il l'a fait à maintes reprises par le passé.

La position du Canada en tant que puissance moyenne ne le condamne pas à dépendre des pays plus forts pour se faire guider, mais le place plutôt au cœur de la coopération sur la scène mondiale. Comme le dit Tony, même s'il s'avère judicieux d'un



*L'hon. Tony Clement, ancien ministre de l'Industrie.*

point de vue géographique de maintenir des relations économiques avec les Américains, il n'en reste pas moins urgent de renforcer les relations mondiales par l'entremise d'organisations internationales. Selon lui, il pourrait s'agir notamment d'une participation accrue à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et à l'Accord économique et commercial global, l'accord commercial conclu avec l'Union européenne.

La diversification de nos exportations permettrait non seulement de trouver des solutions plus viables à une crise imminente avant que celle-ci ne survienne, mais aussi de renforcer l'image de marques canadiennes en tant que partenaire mondial. Tout en reconnaissant les avantages de ces solutions, Tony Clement met en évidence la nécessité de voir le Canada faire preuve d'un leadership fort.

À l'époque, quand l'état s'est resserré sur le Canada, d'anciens premiers ministres comme John A. Macdonald et Wilfrid Laurier n'ont pas recouru aux gouvernements d'autres pays pour demander leur conseil, mais ils ont plutôt fait preuve d'un leadership fort pour lutter contre les menaces

à la souveraineté du pays. Les représentants du Canada ont longtemps cherché des solutions alternatives aux crises, et mettent en œuvre une politique prudente pour permettre de garantir que le pays résiste aux pressions internationales.

Tony prévient que, même si la coopération économique mondiale peut s'avérer bénéfique, notre position géographique fait que les Américains comptent parmi les importateurs de biens canadiens les plus rentables et les plus efficaces. Il ajoute que les crises provenant des États Unis entraîneront des crises dans d'autres pays. Il prévient également que, si les Canadiens se tournent trop vers un autre bloc régional, il y aura toujours de la dépendance : seul le pays dont nous dépendons changera. L'ancien ministre estime que la meilleure solution à long terme face aux crises économiques consiste à préparer des solutions de rechange avant d'en avoir besoin.

Selon Tony, en participant plus activement à des organisations régionales telles que l'OTAN, le gouvernement du Canada peut trouver des solutions à la crise qui permettent de maintenir la coordination régionale tout en la complétant par une coopération à l'échelle mondiale.

Même si la situation politique et économique actuelle du Canada peut sembler désastreuse, ces problèmes ne doivent pas servir de prétexte pour céder à l'annexion aux États Unis. Comme le souligne Tony, ils doivent plutôt servir de leçons qui mènent à l'élaboration de solutions proactives et au renforcement de la résilience. Celui-ci estime qu'il y a lieu de renforcer activement le sentiment de résilience et le leadership au Canada afin de lutter contre la stagnation économique.

Dans quelques décennies, si elle est gérée correctement, cette crise pourrait motiver les générations futures à continuer de se battre pour le maintien de la souveraineté du Canada. Elle est indéniablement néfaste, mais elle inspirera les futurs dirigeants à s'attaquer aux crises internationales qui semblent sans espoir en faisant preuve d'optimisme et de coopération, deux qualités qui caractérisent les Canadiens depuis le début de la Confédération.

# Allier accessibilité et mise en scène au Parlement par l'intermédiaire des médias sociaux

Par Eduardo Rondon

Le paysage politique est en constante évolution, et on adopte de nouvelles technologies pour accroître l'accessibilité ainsi que favoriser des interactions plus efficaces entre les politiciens et leurs électeurs. Les médias sociaux, en particulier, propulsent la démocratie à des niveaux sans précédent, permettant aux dirigeants de communiquer instantanément avec des citoyens de tout le pays et donnant à ces derniers la possibilité d'influencer les décisions prises sur la Colline du Parlement.

Les parties tiers disposent aujourd'hui d'une « solution de rechange leur permettant d'atteindre une audience de masse », indique un ancien stratège numérique du NPD, ce qui leur permet de promouvoir leurs programmes sans disposer des mêmes ressources financières que celles des grands partis. Les membres des groupes de pression modernisent également leurs approches et jouent un rôle plus actif que jamais.

Les membres des mouvements populaires peuvent désormais s'organiser et recruter bien au-delà de ce que permettaient de réaliser les brochures obsolètes d'autrefois. Ces tendances se renforcent et devraient prendre encore plus d'ampleur au cours des années à venir.

David Sommer, un ancien responsable du numérique de l'ancien premier ministre Justin Trudeau, a joué un rôle déterminant dans la transformation numérique de la politique canadienne. S'inspirant de l'utilisation des médias sociaux par le président Barack Obama, Sommer a encouragé l'utilisation des égoportraits durant la campagne de 2008. Cette stratégie, bien que risquée à l'époque, a porté ses fruits pour l'équipe libérale.

Non seulement les égoportraits et les médias sociaux ont aidé l'ancien premier ministre à donner une image de lui plus moderne que ses adversaires, mais ils ont également transformé la population en un moyen de publicité gratuite. Comme le mentionne Sommer, le Parti libéral « publiait très rarement des égoportraits sur le compte de Justin Trudeau », mais les gens s'empressaient de les partager sur leurs propres comptes, ouvrant ainsi un marché inexploité de promotion politique gratuite, branchée et naturelle.

Dans une démocratie, il est toujours souhaitable d'accroître l'accès à la politique, mais, si on passe par les médias sociaux, les répercussions éventuelles peuvent dépasser les avantages. La prolifération des égoportraits et des médias sociaux a sans doute contribué

à approfondir les relations parasociales, et a amené les électeurs à voir Justin plus comme un ami plutôt qu'un chef politique.

Néanmoins, Sommer a indiqué que ces tendances ne dataient pas d'hier : depuis longtemps, les premiers ministres reçoivent des lettres et des dessins de leurs admirateurs, et il en était ainsi même avant l'avènement des médias sociaux. Selon lui, les médias sociaux ne font qu'amplifier de telles réactions, puisque c'est le genre de relations que les gens ont toujours développées avec les dirigeants de leur pays.

La notion de célébrités politiques n'est peut-être pas nouvelle, mais elle met en lumière une préoccupation plus vaste, soit la fusion entre la politique et les divertissements. On a souvent recours à l'humour pour susciter l'intérêt de la population et se débarrasser des vestiges aristocratiques dont la politique est généralement imprégnée. Cependant, l'humour risque également de réduire la politique à un spectacle plutôt qu'à un système décisionnel sérieux ayant une incidence sur la vie de tous les Canadiens. Selon Sommer, un recours excessif à l'humour ainsi que le caractère informel des médias sociaux peuvent donner l'impression que le dirigeant est « déconnecté des gens ordinaires et de leurs besoins ».

L'ancien responsable du numérique conseille aux politiciens de trouver un équilibre stratégique entre l'humour qui trouve un écho auprès de la population et le sérieux que celle-ci attend de son chef.

Tout comme les médias sociaux transforment la manière dont les politiciens communiquent avec leurs électeurs, ils redéfinissent également leur utilisation de l'humour en général, avec l'apparition du « même ». Ces images humoristiques publiées en ligne sont devenues un outil populaire contribuant à la participation des jeunes électeurs. Tous les partis politiques canadiens ont suivi le mouvement ces dernières années, mais ce ne sont pas tous les mêmes qui sont reçus de façon égale.

Selon Sommer, une utilisation excessive ou une mauvaise utilisation des mêmes risque de « nuire à leur crédibilité ». Nader Mohamed, ancien responsable numérique du NPD, abonde dans ce sens, et prévient que les politiciens doivent s'assurer d'utiliser des mêmes de façon naturelle, ainsi qu'exploiter les tendances auxquelles leur candidat peut « s'associer naturellement », grâce à une bonne compréhension « de ses forces et de ses fai-

bles », plutôt que de miser sur le même le plus viral du moment.

Les médias sociaux politiques ont également apporté un autre changement important : la transition des discussions ciblant les politiques vers des récits axés sur les personnages. Mohamed préconise une « stratégie de communication diversifiée » qui intègre à la fois du contenu humoristique pour servir à capter l'attention du public et du contenu étoffé ainsi que sérieux pour permettre d'expliquer en détail ses politiques.

Si les médias sociaux offrent une solution de rechange aux stratégies publicitaires traditionnelles, les responsables des partis politiques doivent toutefois veiller à ne pas exclure les groupes de la population dont les membres ne sont peut-être pas aussi actifs en ligne. Mohamed estime que, pour trouver le juste équilibre entre ces différents types de publicité, il faut mener une « campagne globale et solide » pour s'assurer qu'un parti politique ne néglige pas les méthodes publicitaires plus traditionnelles.

Même si la télévision n'est plus aussi populaire qu'autrefois, il serait stratégiquement faux de rejeter complètement les médias traditionnels, car ceux-ci continuent de servir de moyen de cibler des groupes que les médias sociaux pourraient aliéner.

La montée des médias sociaux dans la sphère politique a radicalement transformé le champ de bataille politique ces dernières années, et elle continuera de faire évoluer ce secteur, de même que le sien propre. Lorsque l'on adopte une stratégie en constante évolution et réinvention, les faux pas sont inévitables.

Mohamed conclut que le secteur politique au Canada accuse « des années de retard sur toute tendance des médias sociaux ». Si un tel phénomène s'observe dans toutes les sphères politiques du monde, il est encore plus marqué au Canada, car les responsables des grands partis craignent des réactions négatives chaque fois que de nouvelles techniques apparaissent.

Le recours aux médias sociaux par de nombreux partis démontre que, même si ces techniques pouvaient sembler risquées il y a quelques années, une telle prise de risque était essentielle, non seulement pour leur permettre de gagner en popularité grâce à des moyens créatifs et pertinents, mais aussi de redéfinir complètement la manière dont ceux-ci aborderont la publicité ainsi que l'accessibilité à l'avenir.

# L'hon. Eleni Bakopanos, ou l'art de briser les barrières en politique canadienne

Rédigé par Michael McBean

Pendant plus d'une décennie, L'hon. Eleni Bakopanos a servi ses électeurs à la Chambre des communes et s'est constamment efforcée d'abattre les obstacles pour les femmes en politique canadienne.

Elle a représenté les circonscriptions montréalaises de Saint-Denis et d'Ahuntsic de 1993 à 2006. Eleni a occupé de nombreux postes au sein du gouvernement, notamment celui de secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, de vice-présidente adjointe de la Chambre des communes et de secrétaire parlementaire du ministre du Développement social et du ministre des Ressources humaines.

Eleni se dit honorée d'avoir servi ses électeurs pendant plus de dix ans.

« J'aimais parler à mes concitoyens et les écouter, » confie Eleni dans une entrevue accordée à Suite à la Colline. « Les députés ne servent pas leurs intérêts personnels, mais bien leurs électeurs. Ils servent leur pays. Ce fut un grand honneur pour moi que d'être au service de la population. »

Eleni est la première femme née en Grèce à être devenue députée canadienne. Elle est fière d'avoir représenté ses origines grecques à la Chambre des communes.

« Mon pays d'immigration m'a ouvert ses portes et m'a offert toutes ces possibilités, » ajoute-t-elle.

Eleni a eu l'occasion de représenter le Canada à plusieurs reprises sur la scène internationale et, selon elle, ses origines grecques l'ont aidée à tisser des liens avec ses pairs dans le monde. Trois femmes d'origine grecque siègent maintenant à la Chambre des communes, une augmentation qui réjouit Eleni.

L'ancienne députée L'hon. Marlene Jennings décrit Eleni comme une leader déterminée qui n'avait pas peur de faire bouger les choses.

« Elle est dynamique, elle a des valeurs bien arrêtées et elle n'hésite pas à les défendre, » soutient Mme Jennings. « C'est un trait de personnalité que l'on voit de moins en moins chez nos élus,



L'hon. Eleni Bakopanos

ce qui a permis à Eleni de se démarquer. »

Mme Jennings est reconnaissante de son amitié de longue date avec Eleni et du mentorat qu'elle lui a apporté à son arrivée à Ottawa.

« À mon élection en 1997, Eleni est l'une des collègues qui m'ont guidée pendant mon premier mois et ma première année, » explique Mme Jennings. « Elle m'a aidée à m'y retrouver dans les dédales de la Chambre des communes et du Parlement canadien. »

Pendant ses mandats de députée, Eleni s'est battue pour la création d'espaces sûrs pour les femmes en politique. Elle a contribué à la formation du premier caucus libéral féminin, qui n'existait pas auparavant. Elle avoue que, même si des progrès ont été réalisés pour attirer davantage de femmes en politique, de nombreux problèmes subsistent.

« Le plus grand obstacle pour les femmes est de gagner confiance en elles, » remarque Eleni, soulignant son inquiétude croissante face au climat toxique qui entache le milieu politique et qui pourrait dissuader les femmes de vouloir servir leurs communautés.

« Oui, davantage de femmes souhaitent se lancer en politique, mais elles sont également plus nombreuses à la quitter, » note-t-elle. « Elles se rendent

compte qu'un environnement très toxique les attend. »

Eleni consacre encore aujourd'hui du temps au mentorat de jeunes femmes intéressées par la politique, qu'elles veuillent se faire élire ou travailler en coulisses.

Quand elle repense à sa carrière politique, Eleni est fière de ses réalisations concrètes pour ses électeurs. Elle retire également une fierté des grandes réalisations auxquelles elle et son gouvernement ont contribué, comme la reconnaissance du génocide arménien par le Canada ou la négociation d'accords avec d'autres pays.

Après sa vie de députée, Eleni a travaillé pendant quelques années comme agente de liaison du caucus auprès du Bureau de l'opposition officielle. Elle a ensuite occupé le poste de directrice des relations gouvernementales à son alma mater, l'Université McGill.

Elle poursuit son combat pour que les femmes aient voix au chapitre en politique canadienne : elle a occupé différentes fonctions au sein de l'organisation À Voix Égales, un organisme caritatif qui se consacre à une meilleure représentation des sexes en politique. Elle apporte également son aide à l'Association des anciennes étudiantes de l'Université McGill.

Eleni espère que sa carrière inspirera davantage de femmes à se lancer en politique et à poursuivre la noble vocation du service à la population.

« La population doit comprendre que les personnes qui se lancent en politique le font vraiment parce qu'elles veulent changer la vie des gens, » affirme Eleni. « En tant que parlementaire, j'étais au service du public. Il ne faut jamais perdre ce rôle de vue. Nous ne sommes pas des politiciens; nous sommes au service de nos concitoyens. »

*\*Eleni a également été vice-présidente de l'Association canadienne des ex-parlementaires et m'a apporté un soutien fidèle et réconfortant lorsque j'en étais la présidente pendant la pandémie de COVID. Elle est chaleureuse, gentille et ferme quand il le faut. Il nous faut plus de femmes comme Eleni en politique! – Dorothy Dobbie*

# La Convention d'Ottawa continue de représenter l'« âge d'or » de la diplomatie canadienne

Par Mia Parker

La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (la Convention d'Ottawa) a été ratifiée le 1er mars 1999. Elle constitue un jalon, non seulement dans le cadre de l'effort déployé mondialement en faveur de la paix, mais aussi pour ce qui est de l'héritage laissé par la diplomatie canadienne.

Les mines antipersonnel tuent sans discernement et restent souvent cachées dans le sol pendant des générations. Ces armes continuent de menacer la vie des civils longtemps après la fin du conflit, avec des conséquences mortelles et invalidantes. Dans les années 1990, les efforts déployés pour interdire l'utilisation de mines antipersonnel ont progressé, mais il était difficile de parvenir à un consensus et à des mesures concrètes.

L'hon. Lloyd Axworthy, qui était alors ministre des Affaires étrangères, a fini par se passionner pour cette question. Les réunions officielles et officieuses auxquelles il a pris part ont abouti à une invitation adressée aux pays pour signer la Convention d'Ottawa le 3 décembre 1997.

Dans une entrevue accordée à la revue *Suite à la Colline*, M. Axworthy a affirmé qu'il pensait que cela nous avait mis dans une sorte de position plutôt unique au sein du système international, en tant que puissance de taille moyenne.

Mais les conventions ne permettent pas de réaliser beaucoup de progrès lorsqu'elles ne sont pas ratifiées, et la majeure partie des efforts diplomatiques du Canada pour interdire les mines antipersonnel visaient à se trouver des alliés et à convaincre d'autres pays de signer et d'appuyer la convention.

Aux côtés de M. Axworthy, de nombreux anciens parlementaires canadiens ont joué un rôle essentiel afin d'obtenir un soutien mondial dans la lutte contre les mines antipersonnel. L'un d'eux était l'hon. Jacques Saada, qui a été député libéral pendant



*En 1997, le ministre des Affaires étrangères l'hon. Lloyd Axworthy signe le Traité d'Ottawa. De gauche à droite, la militante anti-mines Jody Williams, lauréate du prix Nobel de la paix cette année-là, Cornelio Sommaruga, président de la Croix-Rouge, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et le premier ministre Jean Chrétien. Photo fournie par Lloyd Axworthy.*

presque neuf ans.

« À l'époque, on vivait un âge d'or de la diplomatie canadienne », a affirmé M. Saada. Il a dit que le travail fait relativement à la convention se situait à la jonction de l'idéalisme de la paix et du pragmatisme quant aux efforts nécessaires.

Lorsque M. Axworthy a invité M. Saada à joindre la délégation chargée de négocier la convention définitive, il a accepté avec enthousiasme. Même si la convention suscitait dorénavant un intérêt à l'échelle internationale, certains acteurs importants ne s'étaient pas encore engagés pleinement. Le Canada devait encore convaincre l'Inde et le Pakistan; Israël ainsi que des pays arabes avec qui ce pays était en conflit; et le pays natal de M. Saada, la Tunisie.

M. Saada a été le premier député canadien originaire de Tunisie. Né dans la capitale, Tunis, il est ensuite devenu ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie, de même que leader du gouvernement à la Chambre.

Lorsqu'on lui a demandé son aide avec la convention, M. Saada a commencé à échanger avec l'ambassadeur tunisien. À l'époque, aucun pays arabe ne l'avait signée. Ils étaient nombreux à prendre part à des conflits où

les armées utilisaient des mines antipersonnel à leur avantage.

« Il faut comprendre que les mines antipersonnel sont des armes qui continuent d'être actives malgré la fin des conflits » a-t-il dit. « Ce sont des armes qui empêchent l'agriculture et donc qui empêchent l'alimentation correcte surtout dans les pays très défavorisés. »

Dans le cadre de leur travail diplomatique international, les représentants canadiens ont rencontré différentes victimes des mines ou ont entendu parler d'elles, dont beaucoup qui n'ont même jamais participé aux combats.

« C'est une arme qui touche surtout les enfants. Il y avait des mines antipersonnel qui

étaient faites en forme de jouets pour enfants pour que les enfants s'y intéressent et sautent sur ces mines. Ces mines là créent des victimes des années et des années après la fin des conflits. »

Pour M. Saada, l'élimination de ces armes redonnait des terrains de jeu aux enfants et des champs aux agriculteurs, et on retirait ainsi des objets dangereux de l'environnement naturel. Cette convention de désarmement fut la plus importante de l'histoire.

Il a été nommé en même temps que l'hon. Paddy Torsney à la Conférence d'Oslo pour demander une interdiction totale des mines terrestres antipersonnel aux Nations unies en 1997.

M. Saada était chargé de convaincre la Tunisie d'accepter de signer et de ratifier la Convention d'Ottawa. Il a également joué un rôle important dans les réunions avec les parlements francophones, et il a obtenu la participation du Madagascar.

« Il y a certainement une histoire du monde où le Canada a été un leader, un pionnier à l'avant-plan », a affirmé M. Saada.

En 2022, 164 pays avaient signé la Convention d'Ottawa.

*Texte rédigé à l'aide de dossiers de la revue Suite à la Colline remis par Kyla Goulet-Kilgour.*

# Des processus démocratiques à revitaliser

Rédigé par Ajit Mehat

L'ordre, la paix et la bonne gouvernance — les fondements de la société canadienne et de notre identité aux yeux des Canadiens — leur importent autant que la vie, la liberté et la recherche du bonheur importent à nos voisins du Sud. On peut soutenir que la paix et l'ordre sont le fruit d'une bonne gouvernance, et que cette dernière est tributaire de la mobilisation et du consentement qu'expriment les Canadiens dans des processus démocratiques qu'ils doivent percevoir comme étant valides et légitimes.

Partout dans le monde, les démocraties sont mises à rude épreuve et sont accablées de tensions alors que la confiance dans les processus démocratiques s'effrite et que la polarisation sur des questions sociales, environnementales et financières clés s'accroît. Au Canada aussi, il existe une perception, et un consensus croissant, selon lesquels la prise de décision collective par le biais des institutions démocratiques à tous les niveaux est défaillante : le système serait brisé et polarisé, ne répondrait pas aux préoccupations réelles des Canadiens et serait seulement au service de l'élite.

Des données de sondages vérifiables confirment ce consensus de plus en plus marqué, qui est amplifié par le cycle d'information continu et renforcé par la portée des médias sociaux, qui alimentent un flux incessant de mésinformation et de désinformation générées, dans certains cas, par des humains et, dans d'autres, par des robots.

On peut aisément comprendre pourquoi les Canadiens et leurs élus ont du mal à s'entendre sur la voie à suivre pour s'attaquer à des enjeux de plus en plus complexes. Lorsque l'espace public — dans la vie réelle ou en ligne, où nous débattons des solutions possibles et où le discours civil et la démocratie devraient régner — se fait rapidement déserté parce que les citoyens se replient vers ses limites pour se barricader et défendre leurs vérités, la bonne gouvernance est la première à en pâtir.

Pourtant, lorsque les Canadiens se demandent ce qu'ils peuvent faire pour trouver la voie à emprunter, ils sont submergés par le brouhaha des médias

traditionnels et sociaux, à un point tel qu'il est impossible d'y voir clair. Souvent, ce chaos se résume à des lamentations ou à une reformulation du problème dans une chambre d'écho rassemblant un public captif.

Sans vouloir faire dans le mélodrame, on peut affirmer que les démocraties traversent une crise. Et, en pleine crise, les paroles de Winston Churchill pourraient être source d'inspiration. Il aurait dit : « Ne gaspillez jamais une bonne crise. » La possibilité de transformer cette crise en occasion à saisir réside peut-être entre les mains des deux institutions démocratiques clés au cœur de la bonne gouvernance pour les Canadiens, à savoir la Chambre des communes et le Sénat du Canada.

La Chambre des communes joue un rôle constitutionnel unique au sein du système législatif bicaméral canadien pour de nombreuses raisons, notamment parce qu'elle renouvelle périodiquement le mandat qui lui est confié par l'électorat. Les Canadiens sont fiers du fait que, lorsqu'un mandat est confié à un autre parti politique, le transfert du pouvoir se fait de manière pacifique et ordonnée. La question clé pour les députés est de savoir comment mobiliser les Canadiens entre les élections, d'une manière qui soit adaptée à l'importance des enjeux qui se présentent.

Les assemblées publiques, les groupes de discussion et les rencontres individuelles permettent d'approfondir les discussions sur les enjeux, mais il est difficile de les adapter pour des groupes de centaines, voire de milliers d'électeurs. Les sondages en ligne ou d'autres moyens de mobilisation de masse peuvent, en revanche, faire participer un plus grand nombre de personnes, mais ne peuvent aborder les enjeux en profondeur. Le Sénat, l'autre chambre de notre système législatif bicaméral, a pour responsabilité clé d'effectuer un second examen objectif des projets de loi proposés par la Chambre. Il est donc confronté à un défi différent, bien que connexe, à savoir celui de la légitimité et de la validité de son examen des projets de loi pendant les délibérations des comités.

Bien souvent, l'utile travail du Sénat est compromis par la question de sa légitimité, en raison de la nomination des sénateurs. Bien que le processus de nomination du Sénat ait récemment connu d'importants changements historiques positifs, la question de la validité des recommandations de la Chambre rouge, compte tenu de la portée limitée des comités, demeure.

Par exemple, en cette 44<sup>e</sup> session parlementaire, le Sénat a examiné ou est en train d'examiner environ 391 projets de loi (286 projets de loi renvoyés par la Chambre, et 105 d'initiative sénatoriale.) Dans le cadre de ce processus, le Sénat a entendu 1 327 témoins dans les trois dernières années.

Le fardeau, par exemple de devoir préparer un mémoire ou de comparaître devant un comité, favorise les grandes organisations et se traduit par un échantillon restreint et non représentatif de voix qui contribuent au processus sénatorial. Ainsi, hormis la question de la légitimité, le défi tarabustant la Chambre et le Sénat est similaire : comment engager un dialogue à la fois vaste et approfondi avec les Canadiens? Aux outils de participation actuels, il faut nécessairement ajouter des outils nouveaux et émergents ayant recours aux technologies de l'information. Par exemple, un processus hybride de participation publique, combinant une assemblée délibérative et des plateformes numériques en ligne, pourrait offrir la portée et la profondeur de discussions nécessaires pour éclairer les décisions démocratiques.

À cet égard, un groupe de Canadiens, motivé par les discussions lors du Forum de Victoria en septembre 2024 — une collaboration entre l'Université de Victoria et le Sénat du Canada —, explore actuellement avec le Sénat les moyens de revitaliser ses efforts d'engagement public en appui aux examens législatifs. Au cœur de la conversation, on aborde la nécessité d'ajouter aux assemblées délibératives une plateforme numérique telle qu'Ethelo. Il s'agit d'une plateforme de démocratie numérique reconnue à l'international, de source libre, conçue au Canada, testée et éprouvée pour parvenir à un consensus sur des questions

polarisantes, s'adaptant à des groupes de tailles variables, accessible en deux langues, et dotée d'un algorithme robuste et sécurisé.

En cette ère de polarisation sociale et politique et de perte de confiance dans la démocratie, des Canadiens et d'anciens parlementaires de différentes allégeances politiques et de différentes régions du pays sont inquiets et cherchent des terrains d'entente pour renforcer les institutions démocratiques et redynamiser la démocratie. Alors que nous nous

efforçons de trouver des solutions, nous devons davantage parler de ces efforts, de leurs succès et de leurs échecs.

L'effritement de la confiance dans la démocratie et ses institutions constitue une crise bien réelle. La solution passe par une réflexion et des actions novatrices. Si nous continuons à mobiliser les Canadiens comme nous l'avons toujours fait, nous ne pouvons espérer obtenir des résultats différents. Einstein en a dit autant dans un contexte différent. L'inaction risque de compromettre la

paix, l'ordre et la bonne gouvernance que les Canadiens attendent et exigent désormais de leurs dirigeants.

Ajit Mehat est un haut fonctionnaire à la retraite. Il a négocié des accords d'aide juridique avec les provinces et les territoires au ministère de la Justice et a mis sur pied l'Agence de la santé et de la sécurité en milieu de travail en Ontario. Collaborateurs d'Ajit : Gordon Hogg, ancien député fédéral et provincial, et Brian Kieran, rédacteur en chef de *Orders of the Day*.

# Le côté plus décontracté du Parlement

Par Michael McBean

Le Parlement est un lieu de débats où les pensées divergentes se confrontent, mais, parfois, le fait de pousser une bonne blague peut être le clou du spectacle et faire de soi le vrai gagnant d'une journée de débats.

Plusieurs députés sont connus pour leur esprit et leur talent de comédiens, et ce, dans tous les partis. Certaines des meilleures blagues visent souvent tout le monde, y compris leur raconteur, qui n'hésite pas à se moquer de lui-même de temps en temps.

« Tout est une question de trouver une plaisanterie qui parle aux gens, qui n'est ni offensante ni revancharde, indique l'ancien député libéral de la Nouvelle Écosse Rodger Cuzner. Je pense qu'il faut aussi être prêt à s'attaquer à soi-même. »

Rodger s'est fait connaître pour ses interventions pleines d'humour alors qu'il siégeait à la Chambre des communes. Il a instauré une tradition annuelle consistant à livrer une réécriture à thème politique du poème « C'était la veille de Noël (une visite de saint Nicolas) » au cours de la période réservée aux déclarations de députés pendant le temps des Fêtes.

Chaque année, Rodger composait des poèmes d'une minute, tous différents les uns des autres, critiquant tous les partis, y compris le sien propre. Selon lui, l'humour peut souvent propulser la popularité des politiciens, à l'ère du numérique.

« Depuis l'avènement des médias sociaux, on peut gagner de 300 à 400 nouveaux abonnés, illustre Rodger. C'est un excellent moyen d'accroître sa visibilité et d'amener les gens à prêter attention aux questions graves. »

L'hon. Darren Fisher, ami de Rodger et actuellement député libéral de Nouvelle Écosse, perpétue cette tradition de Noël aux Communes. Rodger dit qu'il souhaite voir cette tradition se perpétuer et l'a même conseillé sur son élocution.

Selon l'ancien député conservateur de l'Alberta l'hon. Monte Solberg, l'humour peut être un moyen efficace d'attirer l'attention des gens.

« Si on peut aborder des questions d'intérêt public d'une manière qui en fait ressortir le côté humoristique, je pense qu'on peut toucher un public qui, autrement, ne serait pas beaucoup engagé en politique », dit le député Solberg. Il indique qu'il avait souvent recours à l'humour pendant la période des questions et qu'il s'était acquis le respect de ses collègues pour sa gaieté.

Le député renchérit que l'humour peut également servir de moyen d'attirer l'attention des médias sur la Colline du Parlement.

« L'humour a tendance à attirer l'attention des médias, a-t-il affirmé. Si l'on souhaite diffuser son message à un public plus large, il s'avère logique d'utiliser quelque chose qui interpelle les médias. »

Selon l'ancien député néo-démocrate de la Saskatchewan Bill Knight, l'humour peut jouer un rôle important au cours des débats parlementaires, en particulier pendant les moments tendus.

« L'humour est essentiel pour servir à désamorcer les tensions dans les débats, soutient Bill. Il dissipait l'animosité et faisait rire les gens. »

Le dîner annuel de la Tribune de la presse parlementaire est traditionnel-

lement l'occasion pour les premiers ministres, les chefs de parti, les députés et les journalistes de prononcer des discours humoristiques, dont beaucoup sont acclamés par la critique.

Rodger se souvient avoir aidé l'ancien chef libéral l'hon. Stéphane Dion à préparer son discours en prévision de cette cérémonie, aux côtés de nombreux collègues de son caucus de l'Atlantique, notamment l'hon. Scott Brison, l'hon. Robert Thibault et l'hon. Mike Savage. Il raconte qu'il ne pensait pas qu'il s'agissait d'une coïncidence, car les Canadiens de l'Atlantique ont souvent le sens de l'humour et n'ont pas peur de se moquer des autres.

« De nature, les Canadiens de l'Atlantique sont plutôt terre à terre et ont un sens de l'humour ouvert, a affirmé Rodger. Nous n'avons pas peur de rire de nous-mêmes et certainement pas de taquiner les autres. »

Rodger, Monte et Bill affirment que, à une époque où la polarisation politique s'accroît, l'humour est essentiel à la création d'une ambiance collégiale et à la détente de l'atmosphère dans les moments difficiles. Bill précise toutefois que, même si l'humour peut s'avérer un outil puissant en politique, ce n'est pas tout le monde qui sait s'en servir avec efficacité. Ceux qui le maîtrisent peuvent contribuer à atténuer la tension, à susciter l'intérêt du public et même à renforcer les liens sur le plan politique.

« Je pense qu'il s'agit d'une bonne arme à avoir dans son arsenal, si l'on sait s'en servir, soutient Bill. Il faut choisir le bon moment, être sûr de soi et bien maîtriser son discours pour qu'un effet efficace soit garanti. »

# De la Colline du Parlement aux répercussions sur la collectivité : la lutte continue contre la maladie de la sédentarité

Par John Weston, président de l'Institut canadien de la santé et de l'activité physique

Pendant mes années sur la Colline du Parlement, j'ai constaté comment les différences partisans pouvaient disparaître lorsqu'on s'attaque à des problèmes qui ont une incidence fondamentale sur le bien-être des Canadiennes et des Canadiens. L'adoption à l'unanimité des projets de loi d'initiative parlementaire que j'ai présentés, dont un qui portait sur la lutte contre la méthamphétamine et l'ecstasy (le projet de loi C 475) en 2011 et un autre qui visait à créer une journée nationale de la santé et de la condition physique (S-211) en 2014 (déposé à la Chambre, puis redirigé au Sénat par mon amie et l'héroïne de tous, la sénatrice Nancy Greene Raine), ont montré que la santé transcende les clivages politiques.

Ces expériences m'ont appris que le changement survient souvent dans le cadre d'alliances improbables. J'ai rassemblé des députés de tous les partis pour courir ensemble les mardis et nager les jeudis, soit des activités qui ont amélioré notre propre santé tout en présentant aux Canadiens un modèle de mode de vie actif. Des activités comme la Journée du vélo et la Journée de la natation sur la Colline du Parlement ont permis d'accroître davantage la portée de ce message.

J'ai pourtant fini par constater que nos contributions civiques les plus importantes peuvent survenir après le service parlementaire. Le travail que j'effectue maintenant avec l'Institut canadien de la santé et de l'activité physique (l'Institut) a mis en lumière une crise sanitaire aussi grave que celles dont nous avons débattu à la Chambre des communes.

## L'épidémie silencieuse

Le Canada a fait d'énormes progrès dans la lutte contre les maladies infectieuses, mais nous sommes maintenant aux prises avec une épidémie différente, mais tout aussi dévastatrice. Les données brossent un tableau sombre : une proportion de 61 % des enfants et des jeunes canadiens ne se conforme pas aux recommandations de base en matière d'activité physique, c'est à dire seulement 60 minutes par jour d'activité d'intensité modérée à vigoureuse. Le temps passé devant un écran a augmenté de trois heures par jour pendant la pandémie, et seulement 18 % des jeunes ne dépassent pas le seuil recommandé de deux heures de temps d'écran



*Le cofondateur de l'Institut, le regretté Dr Jack Taunton, père de la médecine sportive au Canada (avec le Dr Doug Clement) et cofondateur du Vancouver Sun Run et du marathon de Vancouver, et médecin en chef du Canada pour les Jeux olympiques et les Jeux paralympiques de 2010, en compagnie de la députée l'hon. Carla Qualtrough, la première personne à avoir occupé les fonctions de ministre des Sports et de l'Activité.*

par jour à des fins récréatives.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'inactivité physique est maintenant la quatrième principale cause de décès dans le monde. Lorsqu'on compare le Canada à 57 autres pays, on constate qu'il se situe au 28e rang sur le plan de l'activité physique en général, ce qui est décevant, et au 52e rang pour ce qui est de la sédentarité, ce qui est alarmant, malgré les avantages naturels que procurent nos montagnes, nos lacs, nos parcs et nos installations communautaires.

Les effets sur la santé mentale sont tout aussi graves. Le Conference Board of Canada estime que 1,6 million d'enfants et de jeunes canadiens ont un trouble de santé mentale. Cette crise touche particulièrement les millénariaux et la génération Z, alors que 30 % des Canadiens âgés de 18 à 35 ans consultent actuellement un thérapeute.

## L'effet boule de neige

Les maladies que nous combattons par l'entremise de l'Institut sont souvent silencieuses et insidieuses. La façon dont elles sont liées crée un effet boule de neige dévastateur : la sédentarité mène à l'obésité, qui augmente le risque de maladies cardiovasculaires et de diabète. Pendant ce temps, l'inactivité physique et l'isolement contribuent à la solitude et à la maladie mentale. Ces conditions ne touchent pas que les personnes concernées, car elles ont également une incidence sur les familles et les collectivités.

Nous avons reconnu au Parlement que la prévention de la toxicomanie est beaucoup mieux que son traitement, et l'Institut s'attaque d'ailleurs à la cause de ces problèmes de santé interreliés. Nous déployons des efforts pour créer des environnements et des politiques qui font en sorte qu'il est plus facile pour les Canadiennes et les Canadiens



*John Weston: J'observe un sabbat numérique (pas de temps d'écran) les dimanches jusqu'à 19 h!*

de faire des choix santé.

### Prendre appui sur les bases parlementaires

Le projet de loi sur la Journée nationale de la santé et de la condition physique que nous avons adopté en 2014 n'était que le début. Aujourd'hui, l'Institut forme des coalitions avec des gouvernements, des entreprises et des organismes communautaires pour transformer la façon dont les Canadiens envisagent la santé et en font une priorité.

Nos initiatives comprennent la série de balados Let's Move Canada, qui permet de présenter à des milliers de personnes de l'information fondée sur des données probantes à propos de la santé physique, mentale et spirituelle. Notre collaboration avec des organisations comme le Sentier transcandinien, Outward Bound et GoGetFit redonne à l'activité physique une place dans les salles de classe. Nous avons lancé des réseaux de sentiers de refuge à refuge pour encourager les activités de plein air, et nous collaborons avec des communautés autochtones par l'entremise du Indigenous Physical Activity and Cultural Circle.

Notre forum annuel sur la santé et la condition physique réunit des experts, des dirigeants et des militants pour élaborer des stratégies concrètes visant à renverser des tendances alarmantes. Cette année, le forum aura lieu lors de la Journée nationale de la santé et de la condition physique, le 7 juin 2025, au siège social de Zoomer Media à Toronto. Nous élaborons également un indice des collectivités actives pour aider les municipalités à évaluer et à améliorer leurs installations et leurs programmes de conditionnement physique.

### L'avantage parlementaire

Les anciens parlementaires possèdent des avantages uniques pour s'attaquer à cette crise. Notre compréhension des leviers politiques, notre capacité à nouer des relations intersectorielles et notre connaissance des secteurs public et privé font de nous des agents de changement particulièrement efficaces à l'extérieur du Parlement.

Qui plus est, nous savons que les réalisations politiques transcendent souvent nos mandats. L'adoption à l'unanimité de la Journée nationale de la santé et de la condition physique a jeté des bases sur lesquelles l'Institut continue de s'appuyer des années plus tard. Les relations nouées entre les différents partis pendant ces sorties de course et de natation alimentent maintenant des collaborations qui se poursuivent au delà des carrières politiques.

### Joignez-vous à notre mouvement

L'Institut a fixé un objectif ambitieux : faire du Canada le pays le plus en forme de la planète d'ici 2030.

Nous avons le privilège d'avoir comme présidente d'honneur la gouverneure générale, et nous avons formé un conseil impressionnant composé de 40 administrateurs et conseillers issus de différents domaines d'expertise. Nous avons toutefois besoin d'un plus grand nombre d'alliés pour atteindre notre objectif dans cette lutte vitale.

En tant qu'anciens parlementaires, vous comprenez le pouvoir de l'action collective. Je vous invite à rejoindre notre mouvement de plusieurs façons :

Premièrement, envisagez d'appuyer l'Institut grâce à des dons ou à des commandites d'entreprise. Votre soutien financier nous permet d'élargir des programmes fructueux

et d'élaborer de nouveaux projets qui s'attaquent directement à la sédentarité dans des collectivités de partout au Canada.

Deuxièmement, aidez-nous à renforcer notre leadership en recommandant des personnes ayant une expertise pertinente pour notre conseil formé d'administrateurs et de conseillers. Nous cherchons des dirigeants passionnés des milieux de la santé, de l'éducation, des affaires et de l'action communautaire qui partagent notre engagement à améliorer la santé physique, mentale et spirituelle des Canadiens.

Enfin, usez de votre influence pour attirer l'attention sur la crise de la sédentarité au sein de vos réseaux. Organisez des activités communautaires, parlez à des organismes locaux ou écrivez au sujet de ces problèmes sur vos plateformes. Plus les Canadiennes et les Canadiens comprendront les enjeux, plus elles et ils seront susceptibles de renverser ces tendances inquiétantes.

### Un appel aux anciens parlementaires

Alors qu'un vent de changement souffle sur notre pays, j'encourage les autres anciens parlementaires à réfléchir à ce qui pourrait être la meilleure façon pour eux de poursuivre leur service civique à l'extérieur de la Chambre. Les réseaux, les connaissances et les techniques de négociation qu'ils doivent au Parlement demeurent de précieux atouts pour relever les défis les plus pressants de notre époque.

Les problèmes de santé auxquels le Canada fait face aujourd'hui exigent le même engagement non partisan auquel nous sommes occasionnellement parvenus au Parlement. Notre expérience au sein de réseaux complexes nous permet de défendre efficacement des mesures préventives en matière de santé, des mesures qui nécessitent de la patience, de la persistance et un esprit stratégique.

La crise de la sédentarité donne aux anciens parlementaires l'occasion de montrer que notre engagement envers le service public dépasse largement notre mandat. Comme nous l'avons fait auparavant pour améliorer le Canada, nous pouvons mettre de côté la partisanerie afin de continuer de construire des collectivités plus saines, un pas, un mouvement de nage et un coup de pédale à la fois.

Ensemble, nous pouvons faire du Canada le pays le plus en forme de la planète d'ici 2030.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la façon d'appuyer les initiatives de l'Institut, veuillez consulter le site [chfi.fit](http://chfi.fit) ou communiquer directement avoir moi à l'adresse [john.weston@chfi.fit](mailto:john.weston@chfi.fit).

John D. Weston a été député conservateur de West Vancouver–Sunshine Coast–Sea to Sky Country de 2008 à 2015.

# Au-delà du « Tom fâché » : les principes qui ont défini la carrière de l'hon. Thomas Mulcair

Rédigé par Eduardo Rondon

La carrière politique de Thomas Mulcair, dans ses propres mots, est marquée par la persévérance, le sens des principes et un engagement indéfectible envers le service public. Au cours d'une carrière qui l'a mené tant en politique provinciale que fédérale, il a su naviguer dans les méandres de la gouvernance à plusieurs échelons, se taillant une réputation de parlementaire redoutable et d'ardent défenseur de la reddition de comptes aux yeux de nombreux acteurs de tous horizons politiques.

Le parcours de Tom a commencé au Québec, où il a été élu trois fois à l'Assemblée nationale sous la bannière du Parti libéral du Québec. Il a notamment été ministre de l'Environnement sous le premier ministre Jean Charest.

Auparavant, Tom avait été président d'un organisme de réglementation, une expérience qui a d'autant plus renforcé sa compréhension de l'administration publique. Malgré les postes importants qu'il a occupés dans la sphère politique québécoise, il se sentait limité par la dynamique politique unique de la province.

Au Québec, « toutes les forces fédéralistes étaient réunies sous une même bannière » : celle du Parti libéral dont il faisait partie. « La gauche et la droite travaillaient ensemble au sein du Parti libéral, car l'objectif primordial était de préserver l'unité du Canada. »

Cette grande coalition, note-t-il, laissait peu de place à l'épanouissement d'autres perspectives politiques fédéralistes. C'était notamment le cas du NPD, qui se faisait éclipser par le clivage fédéraliste-souverainiste de la province. Les partis fédéralistes se trouvant sous une même grande tente, les conflits internes étaient inévitables, en particulier par rapport aux « positions environnementales fermes contre les pipelines, » explique Tom.

Il en a conclu qu'il fallait remédier à l'absence de partis complexes non pas au sein des grands partis existants, mais en s'en détachant. À la recherche d'un espace politique où il pourrait mieux défendre ses principes, Tom s'est tourné vers la politique fédérale et s'est présenté comme



*L'hon. Thomas Mulcair a été chef du NPD de 2012 à 2017.*

candidat du NPD.

« Le fait que le Canada ait été dirigé soit par les conservateurs, soit par les libéraux, » souligne-t-il, dénotait « l'incroyable difficulté de percer avec le NPD. »

Son mandat a coïncidé avec ce qu'on a communément appelé la « vague orange, » une montée historique du NPD au Québec et dans tout le Canada. Il a été le deuxième membre du NPD à devenir chef

de l'opposition officielle. Tom demeure conscient que, à ce jour, « il n'y a toujours pas de NPD au niveau provincial. »

La chefferie de Tom a également été ponctuée de défis internes. Le NPD était depuis longtemps un parti essentiellement anglophone, et son accession à la chefferie a initialement suscité des inquiétudes chez certains membres. Il souligne que, après son élection, le parti « s'est uni. »

« Je n'ai senti aucune contestation jusqu'à la campagne de 2015, » remarque-t-il. En marge du parti, l'une des principales critiques à l'égard de son leadership était son style combatif pendant les périodes de questions. Certains le surnommaient « Tom fâché, » mais il rejette ce sobriquet, qu'il attribue à une mauvaise interprétation de son approche.

« Tous ceux qui ont travaillé avec moi pendant mes nombreuses années au Parlement ou à Québec vous diront volontiers que je ne suis pas ainsi, » précise-t-il. Il considère plutôt que l'opposition se doit de poser des questions avec assurance.

« La passion est palpable; les membres de l'opposition sont prêts à se faire entendre, à prendre position et à se faire critiquer à l'occasion. » Aux yeux de Tom, l'opposition n'est pas synonyme d'agressivité, mais de reddition de comptes. Il estime qu'une opposition solide et bien préparée renforce la démocratie, car elle

garantit la transparence et demande des comptes aux gouvernements — un rôle qui se perd si l'opposition devient trop permissive.

Ce type de questions, ajoute-t-il, atténue également la polarisation dans la sphère sociale puisque ces échanges nous rappellent que le Parlement est un lieu où peuvent se tenir des discussions formelles et médiatisées. Sans de tels systèmes, la population pourrait se sentir sous-représentée et adopter des opinions plus polarisées, ce qui entraînerait de l'agression entre les idéologies.

Selon Tom, il doit y avoir un équilibre entre l'argumentation et la résolution pendant ces échanges. Après tout, si ces valeurs ne sont pas prises en compte, le Parlement pourrait devenir tout aussi polarisé que la sphère sociale.

L'ancien député explique que l'opposition doit « montrer aux Canadiens qu'il y a un gouvernement d'antichambre. »

« Le rôle de l'opposition est d'incarner une opposition constructive, » affirme Tom. Bien qu'il ait rigoureusement contesté le gouvernement Harper, il « tenait des réunions et des discussions avec [lui] » afin de trouver un terrain d'entente lorsque c'était possible.

En plus des débats parlementaires, Tom considère que l'engagement communautaire est fondamental à la vie politique. Il accueille favorablement le virage vers l'accessibilité virtuelle et estime que ce changement peut aider les députés à maintenir des liens plus étroits avec leurs électeurs.

« Aujourd'hui, on peut accomplir une grande partie de son travail parlementaire sans être au Parlement, » explique-t-il. Alors que, par le passé, les députés risquaient d'être accaparés par leurs obligations à Ottawa, il voit d'un bon œil les réalités modernisées du Parlement, qui aident les élus à rester en contact avec leurs électeurs.

## Le travail de bibliothécaire parlementaire

Par Averi Winn

**R**echerche. Collection. Programmes pédagogiques. Services ministériels. Rénovation de l'édifice du Centre. Programme des guides parlementaires. Un organisme interne sur la Colline du Parlement touche à tous ces sujets : la Bibliothèque du Parlement. Elle est dirigée par Christine Ivory, bibliothécaire parlementaire.

Le titre du poste évoque l'image d'une personne seule dans la Bibliothèque du Parlement qui épluche des textes pour trouver des réponses dans le but d'approfondir des questions relatives à l'histoire parlementaire du Canada. La recherche fait partie du travail, mais le bibliothécaire parlementaire chapeaute une large gamme d'activités à la Bibliothèque du Parlement.

Le poste a été créé après la Confédération, et après avoir subi quelques modifications, la fonction comme nous la connaissons aujourd'hui a été établie en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada. Conformément à la Loi, le bibliothécaire parlementaire et le bibliothécaire parlementaire adjoint sont nommés par le gouverneur en conseil. La nomination de Christine Ivory remonte à 2023 après plusieurs années de service à la Bibliothèque.

Elle gère maintenant l'organisation et rencontre des équipes, des gestion-

naires et des directeurs pour discuter de leurs projets. Ces projets comprennent des aspects des rénovations de l'édifice du Centre, l'information et la technologie sur la Colline du Parlement ainsi que le Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne, entre autres choses. Elle appuie également des équipes qui répondent aux besoins en matière de recherche des parlementaires. Il lui arrive parfois de rencontrer des parlementaires pour discuter de questions de recherche précises ou de choses qu'ils aimeraient voir dans les collections de la Bibliothèque.

« Pendant ma carrière à la Bibliothèque, j'ai eu la chance de travailler dans tous nos secteurs de service », explique Mme Ivory. Puisque sa carrière a commencé il y a presque 20 ans, elle a vu de multiples facettes des activités de la Bibliothèque.

Elle a assumé de nombreux rôles au sein de l'organisation, y compris celui de gestionnaire du Programme pédagogique en 2008, de directrice des technologies de l'information en 2019 et de directrice générale intérimaire au Service de ressources d'information et de documentation juste avant sa nomination au poste de bibliothécaire parlementaire. Elle croit que son expérience l'aide dans son nouveau rôle

et lui donne une meilleure perspective lorsqu'elle prend des décisions concernant de nouveaux défis ou de nouvelles possibilités.

Compte tenu de l'étendue de son expérience à la Bibliothèque du Parlement, Mme Ivory comprend très bien les changements qu'elle a vus dans le cadre des nombreux postes qu'elle a occupés.

« Comme pour toute chose au Parlement, nous évoluons constamment », a-t-elle dit. Le travail de la Bibliothèque a changé de nombreuses façons, du modèle de travail hybride attribuable à la pandémie aux changements observés dans les sujets des demandes de recherche au cours des dernières années.

À la suite de tous les changements et de ses nombreuses années au sein de l'organisation, Mme Ivory dit qu'elle continue de s'investir dans son travail à cause de ses collègues et des groupes à qui ils offrent leurs services. Elle a expliqué que sa passion pour son travail provient des employés brillants et dévoués avec qui elle travaille à la Bibliothèque. C'est également attribuable aux parlementaires qu'ils appuient et au travail qu'ils font pour sensibiliser la population.

« Notre grande source de motivation, ce sont les gens pour qui nous faisons le travail. »

# Les cinq parlementaires de McGill dix ans plus tard

Par Mia Parker



*Charmaine Borg.*



*Matthew Dubé.*



*Laurin Liu.*



*Mylène Freeman.*



*Jamie Nicholls.*

Lors des élections de 2011, le NPD a formé une opposition officielle inattendue, mais un autre phénomène surprenant a eu lieu au Parlement. Un groupe d'étudiants de l'Université McGill est passé de son club néo-démocrate du campus au caucus fédéral du NPD.

Les étudiants Charmaine Borg, Matthew Dubé, Laurin Liu, Mylène Freeman et Jamie Nicholls ont formé le groupe des cinq de McGill. Ils ont occupé cinq des 103 sièges au pays, dont 59 au Québec, remportés par le parti populaire depuis peu.

La vague inattendue du NPD au Québec au milieu de la campagne a permis à de jeunes étudiants de prendre des circonscriptions à des députés sortants, une chose à laquelle les experts et les étudiants eux-mêmes ne s'attendaient pas.

Lors de son élection dans la circonscription de Chambly-Borduas, Matthew Dubé a dit au journal de référence de McGill qu'il était surpris du résultat.

« À mesure que les élections approchaient, les sondages laissaient entendre que ce serait un véritable affrontement. La différence aura finalement été de plus de 10 000 voix en ma faveur », a-t-il expliqué au McGill Reporter.

Matthew était coprésident du club néo-démocrate de l'université, en compagnie de Charmaine Borg. Aux 42e élections générales en 2015, Matthew est le seul parmi les cinq de McGill à avoir conservé son siège.

À l'âge de 20 ans, Laurin Liu est devenue la plus jeune femme de l'histoire du Canada à se faire élire au Parlement, et elle s'est retrouvée au second rang des plus jeunes députés de la 41e législature. À l'époque, la journaliste étudiante vivait à Montréal

et n'avait même pas de permis de conduire.

Laurin a gagné la circonscription de Rivière-des-Mille-Îles, et elle a dit que l'expérience vécue au moment de former l'opposition s'est révélée être une période d'apprentissage pour tout le monde. Pour elle, la transition a été énorme, et la nature exigeante du travail de députée a fait en sorte qu'elle a dû tout mettre sur pause et commencer une nouvelle vie.

« J'ai certainement été très surprise de gagner », a-t-elle déclaré. « J'étais à un bureau de scrutin ce soir là en tant que bénévole chargée de surveiller le dépôt des bulletins de vote, et j'ai reçu un message texte sur mon téléphone pliable qui m'a appris que j'avais gagné; ce fut un choc énorme. »

Laurin a dit que son âge pouvait désarmer ses collègues, mais qu'il arrivait parfois que les gens soient plus à l'aise autour d'elle parce qu'elle n'était pas intimidante. Elle est devenue la porte-parole adjointe en matière d'environnement de son parti en 2011, puis porte-parole adjointe en matière d'industrie, de sciences et de technologie en 2012.

Bien qu'elle n'ait occupé un siège que pendant la 41e législature, elle décrit son expérience comme un tourbillon et se rappelle du temps passé au bar avec les autres membres du groupe des cinq de McGill à parler de cette expérience folle.

Laurin dit que le travail dont elle est le plus fière est celui fait avec le député Andrew Cash relativement au projet de loi visant à apporter des modifications au Code canadien du travail pour protéger les stagiaires dans les lieux de travail sous réglementation fédérale.

Après la période qu'elle a passé au Parlement, Laurin a terminé ses études à McGill et obtenu une maîtrise à la London School

of Economics. Elle a ensuite commencé à travailler pour des organismes à but non lucratif et des organismes philanthropiques internationaux, pour finalement devenir coordonnatrice du plaidoyer à WaterAid.

Après avoir terminé ses deux mandats au Parlement, Matthew Dubé a travaillé comme commentateur politique et est devenu vice-président à Proof Strategies. Il est aussi directeur de l'ACEP.

Charmaine Borg est devenue avocate et est actuellement conseillère juridique au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Elle a également travaillé comme conseillère juridique au Commissariat aux langues officielles du Canada et en tant qu'associée au cabinet Dentons.

Mylène Freeman, qui a représenté Argenteuil-Papineau-Mirabel, a agi en tant que porte-parole néo-démocrate en matière de condition féminine. Après son mandat, elle a obtenu un doctorat en théorie politique et est devenue fortement engagée auprès de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université.

Jamie Nicholls était étudiant au doctorat en urbanisme lorsqu'il a été élu à Vaudreuil-Soulanges. Il a agi à titre de porte-parole adjoint néo-démocrate pour différents ministères, y compris en matière de langues officielles, d'énergie, de ressources naturelles et de transports. Après son mandat, il est devenu maire d'Hudson, au Québec. Jamie est aussi directeur fondateur du conseil du bassin versant et cofondateur de l'École de la forêt d'Hudson.

Dix années après leur passage au Parlement, les cinq de McGill sont connus comme les universitaires qui ont pris par surprise la scène politique canadienne.

# Réunion de l'ACEP à St. Andrews (Nouveau Brunswick)

Du 6 au 8 septembre 2024, y compris les visites aux îles Ministers et Campobello.



*Brad Henderson, maire de St. Andrew's (Nouveau Brunswick), prend la parole.*



*L'île compte plusieurs sites importants, notamment Covenhoven, grand manoir de style Domestic Revival américain de Van Horne, une immense étable de bétail, un bain surplombant la baie et les vestiges des premières habitations autochtones. Les amas de coquillages que l'on trouve sur l'île nous révèlent que les Pescomody ont vécu dans la région pendant des milliers d'années.*



*Les visiteurs peuvent marcher dans des sentiers pédestres, visiter des édifices historiques et admirer des vues à couper le souffle le long de la côte, tout en découvrant le mélange unique d'histoire autochtone, loyaliste et ferroviaire de l'île. Désignée lieu historique national du Canada, l'île demeure une destination prisée des passionnés d'histoire et des amoureux de la nature.*

# Du militantisme dans les clubs de jazz au Parlement : les multiples vies de Paul Manly

Rédigé par Eduardo Rondon

Pour bon nombre de personnes nées dans des familles politiques, la voie à suivre semble toute tracée, leur loyauté envers un parti et une idéologie déterminant souvent leur parcours. Pourtant, Paul Manly a défié cette convention, non par rébellion, mais par nécessité.

« J'ai grandi dans une famille très politisée, » explique Paul. Ses parents étaient tous deux actifs au sein du NPD et, dès son plus jeune âge, il a été plongé dans l'univers des campagnes électorales et de l'organisation communautaire. Dès l'âge de sept ans, il faisait déjà du porte-à-porte; c'est d'ailleurs la première fois qu'il s'est fait chasser d'un porche alors qu'il distribuait des tracts.

Les débuts de la vie politique de Paul ont consisté à observer son père à la Chambre des communes, ce qui lui permettait de saisir les subtilités de la gouvernance. Plutôt que de l'inciter à suivre ses traces, ces expériences ont eu l'effet inverse. Adolescent, il s'est dit : « Pas question que je fasse ça. »

La politique lui semblait trop lente, trop figée. Il croyait que le changement viendrait de l'activisme, à travers l'art, les récits et la musique.

« J'ai commencé à jouer dans des boîtes de nuit à 18 ans, » raconte Paul, qui explique que la musique est devenue son moyen d'expression pour militer en faveur de réformes sociales et environnementales. Puis, il s'est rendu compte que « le jazz ne changerait pas le monde » et s'est donc tourné vers le cinéma.

Bien que le cinéma semble éloigné de la politique, le septième art lui a permis d'acquérir des compétences qui se sont avérées inestimables pour sa carrière. En réalisant des documentaires, Paul a sensibilisé le public aux questions environnementales grâce à des récits captivants sur des sujets complexes.

« Les documentaristes font beaucoup de recherches et obtiennent de multiples points de vue, » explique-t-il. Ces mêmes compétences — l'esprit critique, la capacité à raconter des récits convaincants et l'engagement public — sont devenues essentielles lorsqu'il a finalement été élu dé-



Paul Manly.

puté. Malgré ses réticences initiales, Paul a renoué avec la sphère politique.

« Les gouvernements ont un rôle à jouer dans l'élaboration de nos politiques économiques, environnementales et sociales, » affirme Paul. Pour apporter des changements significatifs, il devait se porter candidat.

Il a d'abord tenté de se présenter sous la bannière du NPD, mais n'a pas obtenu l'investiture en raison de commentaires qu'il avait faits auparavant contre le parti. Paul a donc trouvé sa place au sein du Parti vert. Il admirait le style de leadership d'Elizabeth May, qui encourageait la recherche de consensus parmi ses membres au détriment d'une discipline de parti rigide.

La victoire du deuxième siège vert dans toute l'histoire du Parlement s'est traduite par des défis uniques. La représentation d'un petit parti impliquait une charge de travail importante, mais cela signifiait également qu'Elizabeth pouvait enfin « déléguer une partie du travail. »

« Une heure après avoir prêté serment, je me retrouvais devant le comité des finances pour défendre des amendements, » raconte Paul. « J'ai eu quatorze rôles de porte-parole dès le départ. »

La réalité du petit parti au Parlement se traduisait également par des collabo-

rations au-delà des clivages idéologiques. Paul s'est parfois retrouvé à collaborer avec des membres du Parti conservateur — une alliance improbable, mais pragmatique pour lui.

Son expérience en cinéma documentaire lui a appris à écouter, à comprendre les points de vue opposés et à trouver des terrains d'entente. Paul relève également que son travail multipartite en surprend plus d'un parce que les valeurs du Parti vert sont souvent déformées.

« Les gens sont toujours surpris qu'un membre du Parti vert sache abattre un gros arbre, » précise-t-il. « Mais je sais me servir d'une tronçonneuse. Vous savez, mon père était bûcheron. »

Selon lui, la philosophie générale du parti en matière de projets économiques durables est parfois éclipsée par une compréhension superficielle de l'environnementalisme. Selon Paul, le décalage entre la perception générale du parti et ses véritables valeurs provient de son statut de petit parti. Comme les petits partis « ne bénéficient pas du financement accordé aux partis officiels, » ils ne sont pas en mesure de communiquer avec la population avec la même efficacité que les grands partis.

Après son passage au Parlement, Paul s'est tourné vers la politique municipale,

où il a remporté un siège au conseil municipal de Nanaimo. Bien que les enjeux traités restent similaires, il estime que l'approche locale de la gouvernance offre différentes possibilités. Les politiques ont une incidence plus immédiate, car les problèmes sont abordés au niveau local, et le décorum du conseil permet un dialogue plus constructif et plus efficace.

« Nous suivons des règles de bienséance au conseil municipal, et le maire

est un très bon président, » remarque-t-il. Selon lui, ces facteurs favorisent une culture politique plus saine, qu'il aimerait voir s'imposer au niveau fédéral.

Bien qu'il ne siège plus au Parlement, Paul préconise encore avec ferveur une réforme environnementale. « L'effondrement de la biodiversité, qui contribue au changement climatique » est l'une des crises les plus urgentes, mais les moins médiatisées. Il continue à travailler sur

plusieurs fronts, non seulement au niveau municipal et régional, mais aussi en tant que cinéaste et militant communautaire.

« Il est important que les élus comprennent les besoins de leurs communautés, car c'est la nature de leur rôle : représenter leurs concitoyens, » explique-t-il. Dans son travail aux facettes multiples, Paul s'inspire de ses diverses expériences — en musique, derrière la caméra ou à la Chambre — pour définir ses priorités.

## Représenter le Canada sur la scène internationale

Rédigé par Michael McBean

D'anciens députés et sénateurs sont nommés à des postes diplomatiques partout dans le monde afin que le Canada soit présent à la table des discussions et prêt à apporter sa contribution. De nombreux anciens parlementaires trouvent leur rôle à l'étranger à la fois difficile et enrichissant.

« C'est un grand honneur d'avoir la responsabilité de vivre et de travailler à Londres, et de porter la voix du Canada, » observe l'hon. Ralph Goodale, ancien député libéral de la Saskatchewan.

Il est en poste à Londres, en Angleterre, depuis 2021, où il est le haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni. Ralph dit s'intéresser à l'histoire des relations de longue date entre le Canada et la Grande-Bretagne.

« Nos deux pays sont profondément unis par des centaines d'années d'histoire et de patrimoine, » remarque-t-il. « Ces instincts et ces valeurs naturels créent un lien très fort entre le Royaume-Uni et le Canada, lien qui perdure encore aujourd'hui. »

Le séjour de Ralph au Royaume-Uni a été pour le moins mouvementé. Il a été témoin de nombreux événements, du jubilé de platine de la Reine à son décès en 2022, en plus d'assister à des changements au sein du gouvernement britannique et à des événements mondiaux majeurs.

La représentation du Canada dans ce qu'il considère comme la meilleure ambassade de Grande-Bretagne procure un sentiment particulier, explique Ralph.

« Nous bénéficions d'un emplacement exceptionnel, aux abords de Trafalgar Square, » précise-t-il. « Notre

ambassade est généralement considérée comme la plus visible, la plus remarquable et la plus prestigieuse de toutes. »

Non loin de là, l'ancien député conservateur de Terre-Neuve l'hon. Loyola Hearn a occupé le poste d'ambassadeur du Canada en Irlande. Il a occupé ce poste de 2010 à 2014 et était fier de représenter le Canada dans un pays avec lequel il avait des liens personnels.

« Lorsque votre pays vous demande de le représenter à l'étranger, c'est sans contredit un honneur », confie Loyola. « Mes ancêtres des deux côtés de la famille sont irlandais, et nous avons toujours été très proches de l'Irlande; je me sentais donc bien là-bas. »

Il est fier de ce qu'il a accompli pendant son mandat d'ambassadeur, en particulier pour rapprocher les deux pays.

« À mon arrivée en Irlande, il n'y avait pas de vols directs entre le Canada et l'Irlande tout au long de l'année, » se rappelle M. Loyola. « Nous avons fini par obtenir des vols directs entre Toronto et Dublin toute l'année, puis d'autres liaisons ont été ajoutées au départ du Canada. »

Il a également négocié la création de nouvelles possibilités d'études et de travail entre les deux pays.

L'ancien député libéral de l'Ontario l'hon. Sergio Marchi a également représenté le Canada sur la scène internationale et admet qu'il devait parfois se pincer pour croire à la chance qu'il avait.

« Mon élection au Parlement au nom des citoyens canadiens était un grand privilège, » dit M. Marchi. « Mais d'une autre manière, le fait de servir mon pays à l'étranger et de prendre place derrière

une plaque portant le nom du Canada était également un énorme privilège. »

De 1999 à 2004, il a été ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation mondiale du commerce et des agences des Nations unies à Genève, en Suisse.

Sergio croit que si la politique et la diplomatie vont de pair, quelques différences fondamentales les distinguent.

« Il faut faire preuve d'une grande patience, bien plus qu'en politique, » explique-t-il. « En effet, la diplomatie avance généralement plus lentement. Vous n'êtes pas moins occupé pour autant, mais les dossiers se gèrent plus lentement. »

Sergio aimerait voir davantage de jeunes s'intéresser à la diplomatie, en particulier en cette période de polarisation politique accrue.

« Le service public sur la scène internationale offre une excellente occasion de s'épanouir sur le plan personnel et de retirer la satisfaction que procure un service public de qualité, » conclut-il.

Bien que la représentation du Canada à l'étranger constitue un honneur, il peut aussi être difficile de passer de longues périodes loin de chez soi. Ralph, Loyola et Sergio ont tous trouvé leurs propres façons de rester en contact avec leur pays d'origine et trouvent que les progrès technologiques leur ont été utiles.

Ralph admet que sa province natale lui manque toujours, malgré les températures souvent froides des Prairies.

« J'étais heureux de retourner en Saskatchewan à Noël, de pelleter la neige dans l'allée et de profiter de quelques jours à -45 °C, » raconte Ralph. « En fin de compte, rien ne peut remplacer le fait d'être chez soi, et c'est ce qui compte. »



Dorothy Dobbie.

# Le Canada souffre d'un déficit démocratique : voici une des raisons

Par Dorothy Dobbie

Lentement, au cours des dernières décennies, la pertinence des députés d'arrière-ban s'est érodée au point où on s'attend maintenant à ce qu'ils soient de simples marionnettes entre les mains du... non, pas directement du premier ministre, mais du dispositif qui s'est installé autour de cette fonction.

Cela s'est produit au cours des six dernières décennies alors que de plus en plus de pouvoir a été confié au Cabinet du premier ministre, un pouvoir qui a ensuite fait son chemin jusqu'à des politiciens non élus et choisis en coulisse qui travaillent pour cette nouvelle machine centralisée. À la tête de cette machine se trouve généralement le chef de Cabinet du premier ministre, qui détient toutes les clés.

Cette personne, sous prétexte d'alléger la tâche du dirigeant surchargé, devient de plus en plus souvent la première ligne de défense et souvent la dernière. Le dirigeant prend connaissance de ce qu'il doit entendre selon cette personne, et il arrive souvent que l'information soit présentée de la façon la plus attrayante du point de vue de celui qui contrôle l'accès au dirigeant.

Pour étendre ce pouvoir, le même cabinet et cette personne contrôlent l'embauche du personnel des ministres, ce qui réduit leur pouvoir et leur importance. Nous avons tous entendu divers ministres dire au cours des dernières années qu'ils « n'étaient pas au courant » d'une situation ou d'une information clé. Je les crois et je ne leur adresse pas de reproches. Il doit être très frustrant de recevoir un mandat pour accomplir quelque chose, puis d'avoir un pouvoir limité ou aucun pouvoir pour atteindre l'objectif.

L'érosion du pouvoir n'est pas le produit d'un gouvernement ou d'un parti donné, ou du seul gouvernement fédéral. C'est ce que je vois à tous les échelons, y compris dans les gouvernements provinciaux et les administrations municipales. Et ce n'est probablement pas l'apanage de notre époque. Pensons aux Raspoutine et aux Machiavel du passé de même qu'aux innombrables autres personnes anonymes qui ont possédé le pouvoir « derrière le trône ».

Un ancien député, qui a déjà agi à titre de chef de cabinet d'un ministre, a deman-

## Changements à envisager :

1. Il faut permettre aux ministres d'embaucher leurs propres chefs de cabinet.

2. Les sous-ministres et d'autres bureaucrates devraient rendre des comptes aux ministres et les informer directement, plutôt que le faire auprès des chefs de cabinet.

3. Il faudrait exiger que les députés écrivent leurs propres discours pour la Chambre des communes plutôt que de choisir des textes écrits à l'avance. De plus, il faudrait les encourager à abandonner les discours préparés et à parler du fond du cœur.

4. Les membres du personnel ne devraient jamais avoir le droit d'assister aux réunions de caucus. C'est à ces réunions que les députés peuvent faire part de ce qu'ils pensent vraiment.

5. Il faudrait autoriser les comités de sélection des partis politiques à prendre des décisions en partant du principe qu'ils sont responsables du résultat. Les règles relatives au refus de procéder ainsi devraient être claires pour tous les candidats potentiels.

dé quelle était la portée de son pouvoir, et le ministre lui a répondu que, dans les faits, il avait tous les pouvoirs du ministre. La différence ici est que le nouveau chef de cabinet respectait son ministre, et même s'il se sentait libre de lui donner son opinion, il savait qui avait le dernier mot. Cet ancien député comprenait et respectait également l'autorité de l'électorat. On ne peut pas en dire autant de toutes les personnes qui occupent ces postes de nos jours. Tout ce qui compte pour cette cohorte, c'est accéder au pouvoir et le maintenir.

Au début, il s'agit peut-être de jeunes membres du personnel, mais ils développent ensuite un certain cynisme à propos de la gouvernance et de la valeur de l'élu, qui peut avoir moins d'expérience qu'eux. À mesure que leur carrière progresse, certains deviennent doués pour usurper le pouvoir alors qu'ils contrôlent l'accès à l'élu. Ces personnes sont les premières à recevoir l'information, et la manière de procéder ensuite est un puissant outil.

Malheureusement, il faut remonter jusqu'au processus de nomination et de « sélection » pour trouver le moment où l'élu commence à accepter cette façon de faire. On fait croire à la population que si on veut se présenter, tout ce qu'il faut faire, c'est lever la main, se rendre sur le terrain puis vendre des cartes de membre et convaincre les membres du parti que l'on mérite le droit de représenter le parti pendant les élections. On participe à un débat contre un adversaire digne de ce nom, et que le meilleur candidat gagne! C'est ainsi que cela devrait fonctionner, mais ce n'est pas le cas.

Les partis ont plutôt des comités de sélection qui examinent les candidats potentiels avant même qu'ils soient autorisés à vendre des cartes de membre. Les présidents et les membres des comités sont choisis compte tenu de leur solide réputation dans la collectivité, et ils pensent que leur mission consiste simplement à s'assurer que le candidat potentiel n'est pas un criminel, un agresseur d'enfants ou, ce qui est pire, un agent de l'opposition. Ils ont tendance à approuver la majorité des candidatures et à laisser le processus de nomination trancher. Or, trop souvent, ce n'est pas ainsi que cela fonctionne. Un membre anonyme du parti qui relève d'une autorité anonyme peut avoir déjà décidé qui sera sélectionné, et les autres candidats sont rapidement écartés en évoquant un critère ou un autre.

Je n'ai pas assez d'espace ici pour aborder ce sujet beaucoup plus vaste, mais mes propos vous feront peut-être réfléchir. Certains d'entre vous demeureront actifs et influents au sein de vos partis. Vous pourriez peut-être utiliser une partie de cette influence pour semer les graines du changement. Une idée est ressortie de mes échanges avec quelques anciens députés qui sont d'accord avec moi. D'anciens membres de chaque parti devraient peut-être dresser une liste d'anciens députés qui seraient de bons chefs de Cabinet pour le prochain premier ministre. À tout le moins, la personne respecterait dans une certaine mesure les réalités de la fonction de député ou de ministre et elle comprendrait à quel point il est important d'assurer une véritable représentation.

L'hon. Sue Barnes a représenté la circonscription de London-Ouest de 1993 à 2008 à titre de députée libérale.



L'hon. Sue Barnes.

# La vie après avoir été député

## Un autre point de vue à propos de tomber dans le précipice

Par l'hon. Sue Barnes

Certains d'entre vous amorcent une transition difficile dans votre vie. On pourrait penser que le départ du Parlement, que ce soit volontairement ou à la suite du choix de vos concitoyens, est un chemin sans heurt pour revenir à une normalité connue. Ce n'est toutefois pas le cas.

Vous n'allez probablement pas vous en rendre compte pendant la période floue de nombreux mois où vous fermerez vos bureaux, direz au revoir à des amis et à des membres du personnel et effectuerez des tâches administratives. Le rythme des événements occupera tout votre temps. Vous serez toutefois frappé de plein fouet par la suite.

Vous ne pourrez plus vous identifier à votre travail et vous n'aurez plus les mêmes pouvoirs à votre disposition. Il n'y aura plus de discussions quotidiennes avec des collègues, qui se trouvaient auparavant à proximité, car il y aura dorénavant un ou deux fuseaux horaires peu commodes entre vous. Nous nous identifions aux rôles qui nous sont confiés, et pas seulement pendant les heures de travail, mais vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept.

Le travail, un travail important, nous a tenus occupés en tant que parlementaires. Je crois que nous sommes tous venus au Parlement, peut-être naïvement, avec de bonnes intentions pour améliorer la vie de nos concitoyens. Nous avons appris à exploiter une multitude de ressources facilement accessibles pour nous acquitter de chaque tâche. Nous avons appris, même en tant qu'adversaires politiques, à collaborer pour obtenir des résultats. Et nous étions satisfaits lorsqu'un projet de loi ou des politiques étaient adoptés.

En ce qui me concerne, réintégrer ma maison, ma famille et la région où j'avais vécu ne s'est pas fait sans heurt. J'avais l'impression de devoir mériter mon retour dans la famille que je quittais toutes les semaines lorsque j'étais députée. Mon époux et mes enfants avaient adapté leurs rôles pour combler le vide que j'ai volontairement laissé derrière. Ils n'ont pas accepté que je sois de retour et prête à reprendre ma place. Ma vie n'était pas la seule à avoir changé pendant que je poursuivais ma carrière à Ottawa.

De la même façon, les organismes communautaires où on m'accueillait chaleureu-



La vie après le grand jour est imprévisible.

sément ne savaient pas comment gérer l'« ancienne députée ». Une autre personne occupait mes fonctions. Les invitations ont pris fin, et le déferlement de courriels et d'appels a diminué et cessé progressivement.

La situation aurait peut-être été plus facile si quelqu'un m'avait prévenu, si quelqu'un m'avait rappelé que je n'étais pas... si quelqu'un m'avait dit que mon emploi ne me définissait pas, que le monde n'avait pas arrêté de tourner lorsque j'évoluais au Parlement. Il aurait pu m'être utile de parler avec une personne qui a vécu la même chose, qui aurait pu me dire que c'est comme les étapes d'un deuil. Comme j'ai récemment perdu quelqu'un et ressenti cette douleur, je vois facilement les similitudes aujourd'hui.

L'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) peut vous aider, et l'inscription est gratuite la première année. Une personne-ressource non partisane et compréhensive est disponible. Une simple discussion peut changer les choses, et les voyages d'études ainsi que les réunions donnent l'occasion de rencontrer les gens qui comprennent vraiment ce que vous avez fait pendant une partie de votre vie.

Cette organisation a été créée en vertu

d'une loi du Parlement. L'ACEP a un bureau et une petite équipe sur la Colline, ainsi qu'un budget inadéquat. Il existe aussi une fondation pour l'éducation.

Plus de quatre cents anciens sénateurs et députés participent à divers degrés, et on peut donc répondre à un besoin que vous pourriez être surpris d'avoir à ce . Peut-être pas aujourd'hui, mais dans six mois ou un an.

Chaque année, une assemblée générale annuelle a lieu à Ottawa pour élire le conseil d'administration bénévole. Pendant cet événement de deux journées, une cérémonie commémorative très spéciale est organisée en l'honneur des personnes décédées au cours de la dernière année. Les membres de la famille sont les bienvenus et invités au dîner qui suit le service.

Notre réunion régionale se tient chaque année à l'extérieur d'Ottawa, et un voyage d'études annuel très intéressant est organisé à l'étranger. Cet article est écrit dans le hall de notre hôtel à Rome alors que les élections fédérales se déroulent au Canada.

Vous serez accueilli et soutenu par des personnes qui partagent les mêmes valeurs et qui peuvent vous aider, vous mettre au

défi et offrir l'esprit de collégialité qui est toujours le bienvenu dans nos vies.

Tôt ou tard, à mesure que le temps passe, cette nouvelle vie après le Parlement prend forme. Vous redevenez cette personne au cœur de vous-même qui peu avant ne prenait pas le temps d'être entièrement présente

dans les conversations, les rencontres et les interactions.

La puissance de l'engagement dans votre vie vous permettra de découvrir d'autres exutoires, et une fois de plus, vous serez à votre place dans votre monde. Vous aurez trouvé cette assise qui est peut-être moins

sous les projecteurs, mais qui est appréciée par les autres et, surtout, par vous-même. La vie a tout simplement changé, et c'est à nouveau vous qui avez le contrôle. Bon voyage!

L'hon. Sue Barnes a représenté la circonscription de London-Ouest de 1993 à 2008 à titre de députée libérale.

## Voici quelques faits que vous devriez savoir à propos de votre organisation

Par Dorothy Dobbie

L'ACEP a été créée le 29 mai 1996. Ses membres comprennent d'anciens députés et d'anciens sénateurs. Le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes sont membres honoraires et coprésidents de l'Association.

La Chambre des communes fournit des locaux à l'ACEP au 181, rue Queen, à Ottawa. L'Association reçoit environ 28 000 \$ annuellement pour couvrir ses frais accessoires, une dépense partagée entre la Chambre des communes et le Sénat. À cette somme s'ajoute l'équivalent d'un membre du personnel à temps plein. En réalité, nous partageons deux membres du personnel avec l'Association des conjoints de parlementaires. Lorsque nous faisons un voyage d'études, ou que nous tenons une réunion régionale, nous payons tous nos propres dépenses, et nous partageons les coûts

associés au membre du personnel qui nous accompagne pour s'occuper des aspects logistiques. Nous achetons tous les présents qui sont distribués en tant que délégation.

Dans l'ordre de préséance, le président de l'Association canadienne des ex-parlementaires se situe au 30e rang (les sénateurs sont au 21e et les députés au 22e). Aucune autre association parlementaire ne reçoit cet honneur. Pourtant, pour l'exercice de 2023-2024, d'autres associations parlementaires ont eu un budget de 4 300 496 \$.

Nous essayons d'obtenir une hausse de notre financement depuis 2022. Espérons que nous pourrions l'obtenir au cours du prochain exercice.

Loi sur l'Association canadienne des ex-parlementaires

Objets

5 L'Association a pour mission :

- a) de mettre les connaissances et l'expérience de ses membres au service de la démocratie parlementaire au Canada et ailleurs;

- b) de servir l'intérêt public en apportant un appui non partisan au système parlementaire de gouvernement au Canada;

- c) de favoriser un esprit de solidarité parmi les ex-parlementaires;

- d) de promouvoir des relations harmonieuses entre les sénateurs et députés actuels et les ex-parlementaires;

- e) de promouvoir et protéger les intérêts des ex-parlementaires.

### Absence d'activité partisane

6 L'Association ne peut poursuivre aucune visée politique partisane dans la réalisation de sa mission.

Dorothy Dobbie, députée progressiste-conservatrice de Winnipeg-Sud de 1988 à 1993, est l'ancienne présidente de l'ACEP.

## Diego Eduardo Rondon-Capurro 2004 - 2025

C'est avec beaucoup de tristesse que Suite à la Colline a appris le décès récent d'un de ses auteurs, Diego (Eduardo) Rondon-Capurro. Il était connu pour son caractère travailleur et sa grande gentillesse, et nous sommes reconnaissants de pouvoir présenter son travail dans ce numéro.

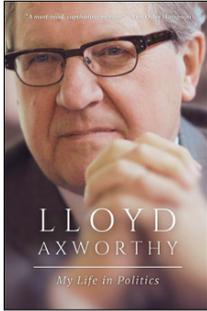
Originaire de Lima, au Pérou, Eduardo s'était installé en Utah à l'adolescence. Dans une entrevue avec Dorothy et Mia, il avait expliqué comment le fait de s'ajuster à différents pays et cultures l'avait préparé à se retrouver dans les nuances de la non-partisanerie. Même lorsqu'il rencontrait des gens avec lesquels il était en désaccord, il se concentrait toujours sur l'humanité sous ten-

dant les points de vue différents. Il nous avait plus tard dit qu'il aimait travailler pour le magazine, car il avait l'impression que le travail allait au delà de la polarisation en politique et favorisait les discussions amicales. D'après sa famille, il « s'intéressait beaucoup à la politique et voyait dans ses écrits une façon constructive de contribuer à la société en général ».

Avant de se joindre à nous, Eduardo travaillait comme analyste opérationnel pour Pet Angels, en Utah. Il a également été chef de l'équipe de débats de son école secondaire, où il a aussi dirigé l'équipe de simulation de l'Organisation des Nations Unies. Il a aussi œuvré comme tuteur d'anglais auprès d'enfants

dans les régions sous développées du Pérou. Il aimait la cuisine, la pâtisserie et la musique. Au moment de son décès, il venait de terminer sa deuxième année d'études à l'Université Carleton, où il faisait un baccalauréat en science politique, avec une mineure en droit et une spécialisation en politique canadienne. Il n'avait que 21 ans.

Eduardo avait une grande passion pour son travail au magazine et il était honoré de rencontrer d'anciens parlementaires comme Tony Clement, Paul Manly et Thomas Mulcair. Son souvenir restera gravé dans le cœur de ses parents et amis, et nous nous souvenons de lui avec beaucoup de reconnaissance et de respect pour ses contributions.



# My Life in Politics : une lecture incontournable sur la diplomatie canadienne, de l'auteur Lloyd Axworthy

Chronique par Michael McBean

**M**y Life in Politics de Lloyd Axworthy est un mémoire franc et réfléchi qui présente aux lecteurs bien plus que la carrière de politicien de l'auteur.

Né en Saskatchewan en 1939, Lloyd a déménagé à Winnipeg quand il était enfant, et c'est le quartier North End de Winnipeg qui l'a façonné. Ce quartier ouvrier où il a grandi et les convictions profondes de sa mère quant au pouvoir de l'éducation ont contribué à faire de lui l'homme qu'il est aujourd'hui.

« Notre communauté était très diversifiée, affirme Lloyd dans une entrevue accordée à Suite à la Colline. J'ai grandi dans un environnement composé d'Ukrainiens, de Polonais et de personnes venues d'autres endroits du monde. »

À l'école secondaire, Lloyd Axworthy a eu l'occasion d'écouter un discours de l'ancien premier ministre Lester B. Pearson à l'Auditorium civique de Winnipeg. Le discours a profondément marqué Lloyd, qui a dit qu'à l'adolescence, il ne s'intéressait pas à la politique. Cela a été un tournant dans sa vie.

« Il [Pearson] a parlé de ce que cela signifiait d'être canadien, raconte Lloyd. Je pense que cela m'a vraiment fait comprendre que nous avons notre propre identité et que nous devons être indépendants. »

Lloyd était fasciné par la vision de Pearson du Canada en tant que gardien de la paix et par le fait que celui-ci a pu accomplir de grandes choses. L'un des moments forts de sa carrière a été pendant son mandat de ministre des Transports, lorsqu'il a rebaptisé l'aéroport de Malton « aéroport international Pearson de Toronto ».

Après avoir obtenu son diplôme de l'Université de Winnipeg, Lloyd a poursuivi ses études à l'Université de Princeton au cours des années 1960, où il a trouvé l'inspiration dans les mouvements politiques de l'époque, notamment le mouvement des droits civiques et la présidence de John F. Kennedy.



*Un discours de Lester Pearson a convaincu le jeune Lloyd Axworthy d'envisager la vie politique.*

Il est finalement retourné à Winnipeg, où il a plus tard été élu député provincial pour le Parti libéral du Manitoba.

Il a fait son entrée en politique fédérale en 1979, lorsqu'il a été élu à la Chambre des communes. Au fil des ans, Lloyd occupe divers postes, notamment ceux de ministre des Ressources humaines et de ministre des Affaires étrangères sous le premier ministre Jean Chrétien.

L'une des réalisations dont Lloyd est le plus fier est son rôle de chef de file dans la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel, qui a abouti à la Convention d'Ottawa. Signée par les gouvernements de 122 pays, la Convention était une initiative sans précédent qui a nécessité la collaboration des membres de grands groupes internationaux. Ses efforts lui ont valu une reconnaissance mondiale, on a même songé à lui pour le prix Nobel de la paix.

« Le gouvernement du Canada a pris les devants à ce moment-là, ce qui a considérablement renforcé sa présence diplomatique dans le monde », a dit Lloyd.

Lloyd explique que son éducation a influencé le fait que cette question lui tenait vraiment à cœur.

« J'ai grandi en temps de guerre, et le

simple fait de pouvoir imaginer ce que la guerre peut faire aux gens a vraiment rendu la question très importante pour moi. »

Lloyd est également très fier de l'élaboration par son gouvernement de la Charte canadienne des droits et libertés.

« Je pense que c'était important sur le fond, mais aussi dans ce que la Charte a fait pour le pays », a-t-il ajouté. Lloyd décrit la Charte comme étant d'une importance vitale pour les groupes minoritaires au Canada, dont les droits sont désormais clairement protégés et codifiés par une loi.

Dans son mémoire, Lloyd revient sur ses plus grandes réalisations en tant que député, mais il offre également un aperçu de sa vie personnelle, ainsi que des difficultés qu'il a dû surmonter afin de concilier son service public et ses épreuves personnelles.

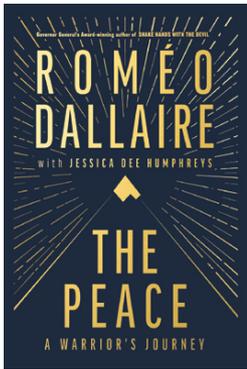
Dans les derniers chapitres du livre, Lloyd propose une analyse des enjeux actuels qui touchent encore le Canada d'aujourd'hui. La réconciliation avec les Autochtones est un sujet auquel il s'intéresse particulièrement.

« Les Autochtones sont les premiers fondateurs du pays, et non pas les Anglais ou les Français », affirme Lloyd; il ajoute qu'il aimerait que le gouvernement rétablisse certaines pratiques issues de la culture autochtone.

« Nous devons réfléchir à la façon dont nous pouvons intégrer le droit et les croyances autochtones dans nos actions ainsi que nos décisions », précise-t-il.

Lloyd lance un appel à l'action sur la manière dont on devrait mener la réforme démocratique au Canada afin de permettre la mise en place d'un régime politique plus inclusif et participatif.

Lloyd Axworthy : My Life in Politics est un ouvrage qui suscite la réflexion et qui offre un regard nuancé sur l'homme et le paysage politique que celui-ci a contribué à façonner. C'est une lecture incontournable pour quiconque s'intéresse à l'évolution de la diplomatie du Canada et à l'avenir du pays.



# The Peace : un guide important pour un monde meilleur, de l'auteur Roméo Dallaire

Chronique par Mia Parker

Lorsque le lieutenant général et ancien sénateur Roméo Dallaire a présenté son plus récent livre, *The Peace*, au Festival international des auteurs d'Ottawa, il a dit à la foule : « Je ne suis qu'un vieux soldat qui souhaite continuer de servir. »

Son service s'est manifesté sous de nombreuses formes tout au long de sa carrière, notamment à titre de général et de chef de mission de maintien de la paix, de sénateur canadien, d'auteur et de militant pour diverses causes. Dans ses ouvrages précédents, Roméo Dallaire a mis en avant la question des enfants soldats et les difficultés liées à la santé mentale, en évoquant sa propre expérience en tant que victime du trouble de stress post-traumatique (TSPT).

Dans *The Peace*, il reprend la structure de la *Divine Comédie* de Dante, accompagnant Roméo dans son voyage à travers l'Enfer, le Purgatoire et la représentation du Paradis qu'est la paix. Son enfer, il l'a vécu pendant l'« effroyable tragédie » du génocide rwandais. Chargé d'aider à l'application d'un accord de paix, Roméo a assisté à un massacre qui a fait 800 000 morts ainsi que des millions de blessés, d'orphelins et de déplacés. En implorant de l'aide, il s'est aperçu que la croyance dominante était que la vie humaine n'a aucune valeur, et il s'est retrouvé impuissant, hanté par les esprits des morts.

Dans *The Peace*, Roméo raconte son expérience et décrit comment celle-ci lui a insufflé « une vision de notre humanité commune et de [sa] propre responsabilité à cet égard ». Au cours de chapitres mettant chacun l'accent sur un aspect différent de l'enfer qu'il a vécu au Rwanda, Roméo fait découvrir au lecteur l'histoire à l'origine de ce conflit, les motifs des groupes civils et des puissances internationales, ainsi que les tensions à tous les niveaux dont ses camarades soldats et lui ont dû prendre conscience.

Outre la crise qui touche ce pays d'Afrique, Roméo aborde d'autres conflits, guerres et grandes tragédies de l'humanité qui ont contribué à forger sa vision des conflits. La partie du livre intitulée « Enfer

» occupe la majorité des pages et mène à une discussion urgente sur un conflit actuel, à savoir l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que sur l'appréhension de l'auteur de voir l'humanité coincée dans cette époque marquée par une vision mesquine et à courte vue des conflits et de la négociation de la paix. L'auteur appelle à la révolution.

Le Purgatoire de Roméo consiste en une analyse des lacunes actuelles dans la manière dont la paix est abordée et négociée. Celui-ci a été témoin d'un cycle de relations réactionnaires entre les pays, de solutions précaires et de cessations des hostilités plutôt que la paix durable.

« La trêve n'a rien à voir avec la paix », écrit-il. La sécurité est souvent temporaire et mise à rude épreuve. Son Purgatoire se caractérise également par le maintien du statu quo ainsi que par des facteurs permanents qui alimentent les tensions et les conflits, tels que les inégalités et l'irresponsabilité.

Le risque existentiel ultime de la guerre, auquel Roméo fait allusion, est la menace moderne de guerre nucléaire. Cela coïncide également avec les menaces imminentes liées au climat et aux divisions générales. Selon lui, pour résoudre ces problèmes, il faut un tout nouveau cadre conceptuel.

Roméo estime que le gouvernement du Canada a perdu le sens de son rôle diplomatique sur la scène mondiale. Il indique que le corps diplomatique a été vidé de sa substance, et que l'histoire en tiendra le pays responsable.

« Le Canada est devenu une grande déception en perdant de vue son rôle de puissance moyenne de premier plan qui pourrait servir de pont entre les pays en développement et les grandes puissances et de proposer des solutions innovantes à la hauteur des attentes de tous », a-t-il déclaré dans une entrevue accordée à Suite à la Colline.

Il est vital de reconstruire le Canada et le monde. *The Peace* est un guide rédigé par l'un des soldats les plus connus et les plus respectés du pays.

Roméo s'est inspiré de son travail de sé-

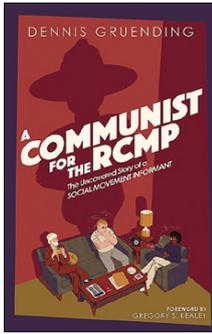
nateur pour écrire cet ouvrage. Lorsqu'il siégeait à la Chambre rouge, il a continué d'attirer l'attention sur des questions telles que le recours continu aux enfants soldats. Il affirme que les débats parlementaires se déroulaient dans un climat de civilité et de respect, ce qui lui a permis de réfléchir véritablement à ces questions à ce titre.

Le Paradis de Dante est décrit comme un système solaire, les autres planètes formant un système organique et dynamique. Celui de Roméo est semblable. L'homme qui avait vu les atrocités de la guerre et des effusions de sang, qui avait frôlé le suicide et qui continuait d'être témoin des massacres dans le monde s'est tourné vers un concept nouveau, celui de l'amour.

« Lorsque l'on pose sa tête sur l'oreiller la nuit à côté de la personne qu'on aime, rien d'autre ne compte. C'est l'émotion la plus forte qui soit », a-t-il ajouté, précisant que l'amour avait le pouvoir de changer complètement notre vision de l'avenir, et que le fait d'inciter à l'amour était un aspect important de la quête d'une paix durable.

Le monde a aujourd'hui besoin de leadership dévoué, de prévention des crises et de sécurité, mais aussi d'amour. La paix est un concept qui va au-delà du simple fait de panser des plaies. L'objectif de Roméo pour l'humanité est d'œuvrer à un état de paix perpétuelle et exempte de toute menace ainsi que d'y parvenir. Non seulement cela est nécessaire pour protéger les communautés des ravages de la guerre, mais Roméo y voit également une émancipation, une sorte de révolution et un moyen pour les peuples de s'unir afin de résoudre ensemble d'autres problèmes internationaux.

À une époque où les conflits continuent de sévir dans un monde en proie à des menaces imminentes de guerre nucléaire, et où l'on constate encore des inégalités et des divisions, *The Peace* est une réflexion importante sur ce qui compte le plus et sur des solutions pour atteindre nos objectifs. Fort de son expérience de soldat, de leader et de sénateur, Roméo endosse un nouveau rôle de visionnaire pour un monde meilleur en tant qu'auteur de ce livre.



# A Communist for the RCMP : l'enquête d'une vie

Chronique par Averi Winn

Une enquête sur une enquête : dans une histoire qui mêle politique, espionnage ainsi que trahison, un ancien député et journaliste se plonge dans le travail mené pendant plusieurs décennies par un espion de la GRC infiltré au cœur du mouvement communiste du Canada.

*A Communist for the RCMP* est un récit détaillé de la carrière et de la vie de Frank Hadesbeck, l'espion qui a enquêté sur le communisme au Canada. En se penchant sur l'histoire de sa famille et sur sa vie avant de devenir informateur pour la GRC pendant la guerre froide, l'auteur Dennis Gruending explique très bien le début de cette histoire.

Ce livre donne un aperçu du travail des services secrets mené par la GRC pendant la Guerre froide. À l'aide de documents historiques, dont le journal intime de Hadesbeck, Dennis emmène le lecteur à la découverte des missions que ce dernier a menées pour la GRC, et de ses réflexions et de ses sentiments sur son propre travail pendant plus de trente ans.

Frank Hadesbeck est issu d'une famille d'immigrants hongrois. Tout au long de sa vie, sa famille et lui ont surmonté bien des épreuves, entre le décès de sa mère et une instabilité économique continue. Vivant dans le Sud de la Saskatchewan et de l'Alberta, il a eu de la difficulté à trouver un emploi stable lorsqu'il était jeune.

Hadesbeck a réussi à subvenir à ses besoins pendant de courtes périodes grâce à ses déplacements pour pouvoir travailler à la saison, mais cela n'a jamais suffi à lui permettre de se relever. Son court passage dans l'Armée américaine ne lui a pas non plus permis d'y faire carrière, comme il l'espérait. Toutefois, l'Armée lui a offert un entraînement qui lui a permis de se joindre à plus d'un millier de Canadiens qui se sont portés volontaires pour combattre aux côtés des républicains dans la guerre civile espagnole.

Dennis rapporte des passages du journal intime de Hadesbeck qui révèlent que celui-ci n'était pas particulièrement emballé par l'idéologie communiste. Même s'il s'est porté volontaire pour combattre dans une guerre purement politique, ses opinions sur le Parti communiste et les personnes associées dont

il parle restent largement apolitiques. La plupart de ses critiques ou de ses opinions divergentes portaient sur l'administration de l'Armée. C'est peut-être son indifférence à l'égard de la politique qui lui a permis de travailler si longtemps dans des milieux communistes, de gagner la confiance de leurs intervenants et de rassembler patiemment des renseignements à leur sujet.

Au milieu des années 1930, Hadesbeck entame sa carrière au sein de la GRC en se faisant passer pour un membre du Parti communiste à Calgary, en Alberta. Pendant plusieurs mois, il recueille des noms, des adresses et d'autres renseignements importants sur les membres les plus importants du Parti. Il surveille les grèves syndicales, à la recherche de toute activité communiste potentielle, et, à la suite de l'interdiction du Parti communiste, il devient membre du Parti ouvrier progressiste. Il choisit au sein du Parti des postes clés qui lui permettent d'accéder facilement à des renseignements importants et de les transmettre à la GRC dans le plus grand secret.

Dire que ce livre n'est que l'histoire d'un espion héroïque ne rendrait pas tout à fait justice à son contenu. Comme l'explique Dennis dans sa préface, il s'agit d'une histoire de trahison : la trahison de camarades, de Canadiens, des droits et des libertés. Il s'agit également de la trahison ressentie par Hadesbeck de la part de la GRC, et de la riposte qu'il a organisée en divulguant publiquement ce qui avait été caché.

En plus de faire découvrir la vie de l'espion, l'auteur aborde de manière implicite la question du pouvoir : qui le détient, et de quelle façon celui-ci est-il exercé?

« Mon rôle de parlementaire m'a permis d'approfondir mes connaissances et de me sensibiliser davantage aux abus de pouvoir », a indiqué Dennis dans un témoignage transmis par courriel à Suite à la Colline. Dans son livre, il raconte jusqu'où les responsables de la GRC étaient prêts à aller pour recueillir des renseignements sur un mouvement social, n'hésitant pas à fouiller dans la correspondance privée et à obtenir des adresses personnelles.

Dennis consacre de nombreuses pages aux

activités passées auxquelles les responsables de la GRC (et anciennement de la Police montée du Nord Ouest) se sont adonnés en vue du maintien d'un statu quo. En relatant l'enquête de Hadesbeck sur le comité de Tommy Douglas sur la santé publique, dont le représentant syndical Walter Smishek était membre, il fait remarquer qu'on trouve aujourd'hui étrange qu'à l'époque ils se soient opposés au programme social le plus cher aux Canadiens.

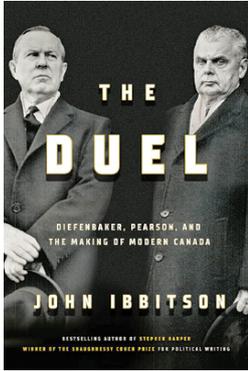
*A Communist for the RCMP* est une rétrospective exhaustive de la carrière de Frank Hadesbeck, qui s'étend sur plus de trois décennies. En 215 pages, Dennis fait voyager le lecteur dans le temps et analyse le travail de la GRC par rapport à l'idéologie communiste avant, pendant et après la Guerre froide.

Les préoccupations entourant les abus de pouvoir de la GRC lors d'enquêtes clandestines comme celle-ci étaient bien connues de Dennis, député néo-démocrate à la fin du XXe siècle. Le fait que cette question le touchait de plus près que la plupart des gens n'avait pas échappé à son attention.

« En tant que députés néo-démocrates, nous soupçonnions que des membres de notre parti étaient souvent visés par la surveillance de la GRC, précise Dennis. Nous avons depuis appris, grâce à des documents publics, que Tommy Douglas, David Lewis, J. W. Woodsworth et d'autres sociaux démocrates avaient fait l'objet d'une surveillance poussée. Il s'agissait là d'un abus de pouvoir, et rien ne pouvait justifier cette surveillance. »

Les enquêtes approfondies sur les mouvements sociaux existent toujours. Comme l'écrit Dennis, les défenseurs des terres autochtones et les militants écologistes sont également identifiés comme des « terroristes potentiels » et font l'objet d'une surveillance similaire.

En explorant le travail de Hadesbeck, il soulève des questions sur l'engouement et la tolérance des responsables des agences de renseignement du Canada pour la surveillance poussée, ainsi que sur les répercussions de cette surveillance sur les mouvements et la politique qui existent aujourd'hui.



# The Duel : l'histoire personnelle de deux premiers ministres, par l'auteur John Ibbitson

Chronique par Eduardo Rondon

La politique, comme toutes les sciences sociales, est intrinsèquement subjective et façonnée par des interprétations individuelles du monde. Le livre *The Duel* de John Ibbitson, publié en 2023, illustre parfaitement ce phénomène.

Ibbitson explore la vie des anciens premiers ministres John Diefenbaker et Lester B. Pearson. En relatant l'histoire de leur famille et leur vie avant de se lancer en politique, Ibbitson démontre comment leurs expériences formatrices ont influencé leurs priorités politiques : comme on peut le lire à la fin du premier chapitre : « Leur enfance a façonné leur avenir. »

Par exemple, John Diefenbaker « [...] se vexait beaucoup lorsque [ses] camarades de classe se moquaient de [son] nom », ce qui a motivé son dévouement à vie en tant que politicien en faveur de l'égalité, quelle que soit l'origine ethnique. Ayant grandi dans l'Ouest du Canada, John a tissé des liens particuliers avec les membres des communautés métisses et de celles des Premières Nations. Au cours de sa carrière d'avocat, il a également représenté des Autochtones devant les tribunaux, ce qui lui a permis de renforcer sa relation avec ces membres ainsi que sa décision d'étendre le droit de vote à ceux des groupes marginalisés.

Si les expériences formatrices d'une personne sont essentielles à son développement politique, *The Duel* démontre que les leçons tirées de ces expériences sont tout aussi importantes. Tous les deux sont issus de familles modestes qui déménageaient souvent, mais les interprétations de John et de Lester de leurs expériences divergeaient, ce qui fait que leurs idéologies politiques sont loin l'une de l'autre.

Élevé selon les valeurs occidentales et imprégné de son héritage allemand, John a développé un sentiment d'aliénation régionale dans sa perception de

son appartenance sociale. Il trouvait que le Parti libéral était fondamentalement britannique et qu'on y accordait plus d'importance au Québec et à l'Ontario, ce qu'il jugeait injuste.

Ce sentiment d'aliénation a amené John à être plus introverti et à se méfier de la majorité britannique. Ses antécédents régionaux et ses origines ethniques ont fait de lui un homme « d'orientation occidentale [et] populiste dans le sang ».

En revanche, les origines angloécossaises de Lester et son enfance passée dans l'insularité de l'Ontario lui ont donné un sentiment d'appartenance à la culture majoritaire, même si celui-ci était issu de la classe ouvrière. Ces facteurs ont forgé chez lui un caractère coopératif qui lui a été utile pour lui permettre de mener à bien ses fonctions diplomatiques, mais qui a limité sa compréhension de la lutte à l'occidentale, contrairement à son adversaire.

Ibbitson souligne également l'importance du contexte historique dans la formation de ces dirigeants.

Lester et John ont connu deux guerres mondiales, qui ont profondément influencé leurs priorités stratégiques. Même si les deux hommes ont vécu les mêmes événements, l'auteur explique comment les leçons qu'ils ont tirées de ces guerres diffèrent en raison de leurs expériences individuelles.

L'importance accordée par Lester à la coopération internationale, qui lui a valu le prix Nobel de la paix pour son rôle dans le maintien de la paix lors de la crise de Suez, découlait de sa volonté d'éviter les ravages des conflits mondiaux.

John a beaucoup appris des conséquences de la Première Guerre mondiale en voyant comment les transitions d'après-guerre ont conduit à la crise des années 1930. Grâce à sa compréhension des guerres et des priorités populistes, il « [...] considérait le chômage comme le pire mal social imaginable ». Ses po-

litiques portaient principalement sur la régulation de l'emploi en temps de crise, selon les principes de l'économie keynésienne.

Ce qui rend *The Duel* fascinant, c'est sa mise en vedette de l'influence souvent négligée des femmes dans les décisions politiques. Celles-ci ne sont pas actives dans la sphère politique, mais la morale et les conseils des mères de ces politiciens ont profondément influencé leurs attitudes. Jusqu'à son dernier souffle, John « [...] téléphonait presque tous les jours à sa mère et lui écrivait tous les deux ou trois jours » pour lui raconter les enjeux auxquels il était confronté.

Leurs épouses, bien que reléguées à des rôles domestiques, ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de stratégies politiques, la création de réseaux et l'affinement de leurs discours. Même si le premier mariage de John fut tumultueux, beaucoup ont souligné l'importance de son épouse dans sa réussite en tant que politicien, mentionnant que, « si quelqu'un [avait pu] faire de John un homme politique couronné de succès, cela [aurait été] Edna ».

Maryon Pearson a été l'une des premières femmes à fréquenter l'Université de Toronto, rêvant « [...] d'une carrière en rédaction, en journalisme ou même en diplomatie ». Malgré le fait que Maryon a renoncé à ses ambitions à contre-cœur en se mariant, sa contribution à la carrière de l'ancien premier ministre Lester B. Pearson contribue à souligner le rôle historiquement méconnu, pourtant si important, des femmes en politique.

L'auteur reconnaît la réalité politique selon laquelle, même si de nombreuses percées politiques ont été réalisées grâce aux « [...] conseils prodigués par les femmes à [leurs] maris », leurs mérites étaient principalement attribués aux hommes. L'héritage de Maryon continue de façonner les institutions canadiennes

sous la façade d'un secteur dominé par les hommes.

Si l'auteur excelle à faire le lien entre les histoires personnelles et les décisions stratégiques, il laisse toutefois certaines contradictions idéologiques sans explication. John, par exemple, a défendu l'égalité et s'est opposé aux normes britanniques en raison de ses origines allemandes, mais, au cours de sa carrière politique, il a fait la promotion du concept « un seul Canada » et a défendu le maintien de l'Union Jack.

De telles incohérences, bien qu'elles soient principalement attribuables à son allégeance au parti et à sa rivalité avec Lester, mériteraient une analyse plus approfondie dans le cadre de la structure du livre. Il aurait été intéressant de voir comment les premiers ministres ont donné la priorité à certaines valeurs plutôt qu'à d'autres en raison de leurs expériences personnelles lorsqu'ils étaient en désaccord.

Tout au long du livre, Ibbitson présente un récit pittoresque des événements politiques en décrivant divers moments

de manière très détaillée. Contrairement à d'autres auteurs, qui auraient écarté les éléments ne contribuant pas à l'histoire dans son ensemble, il ne néglige aucun détail, aussi infime soit-il, pour décrire le contexte et les émotions qui ont fait que ces moments se produisent.

En employant des adjectifs évocateurs et des descriptions riches, l'auteur a peint une image saisissante pour plonger le lecteur dans la scène et le contexte émotionnel de chaque récit. Même lorsqu'il décrit le temps qu'il fait pendant les périodes électorales, il présente une scène colorée.

Dans l'ensemble, Ibbitson humanise des personnalités politiques souvent considérées comme infaillibles et incontestables. En mettant en lumière les querelles personnelles et les réactions émotionnelles, il révèle l'humanité qui se cache derrière le personnage public d'un homme politique. Malgré les innombrables raisons qu'avaient Lester et John de ne pas s'aimer, il décrit comment leur relation s'est détériorée en raison d'une simple version pour la personnalité de

l'autre.

Qu'il s'agisse de la décision de John de se joindre au Parti conservateur parce qu'il n'aimait pas les dirigeants du club libéral de son université, ou de sa dent contre John F. Kennedy parce que celui-ci avait mal prononcé son nom de famille, *The Duel* met en évidence les émotions humaines derrière les actes des politiciens.

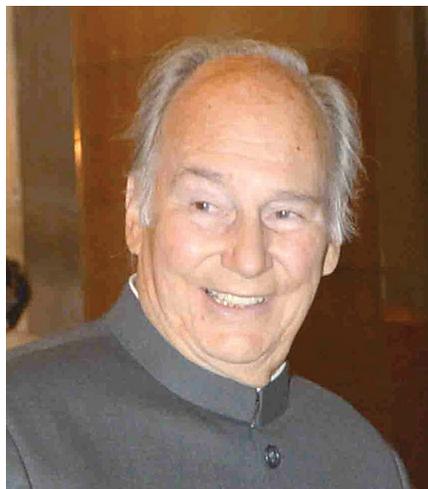
Le livre renferme des anecdotes racontées dans un cadre privé plutôt que des discours soigneusement préparés, comme les insultes de JFK envers John, ce qui dissipe le caractère mystérieux qui a tendance à entourer ces personnalités. Une telle approche favorise une compréhension plus nuancée et plus humaine des intervenants politiques. Elle encourage les personnes qui se sentent « trop imparfaites » pour le secteur politique à y participer davantage.

Après tout, John Diefenbaker et Lester B. Pearson, malgré le fait qu'ils ont laissé derrière eux un héritage, étaient tout aussi humains et ont commis autant d'erreurs que n'importe qui.

## L'héritage de Son Altesse l'Aga Khan IV : un leader visionnaire

Rédigé par Yasmin Ratansi

Le 4 février 2025, le monde entier a pleuré le décès de Son Altesse l'Aga Khan IV à Lisbonne, au Portugal, à l'âge de 88 ans. Citoyen d'honneur du Canada et 49<sup>e</sup> imam héréditaire des musulmans chiites ismaéliens, sa vie et son œuvre ont incarné un engagement profond en faveur de l'humanitarisme et du pluralisme. Le 27 février 2014, Son Altesse s'est adressée au Parlement du Canada et a expliqué la double responsabilité qui incombe à l'imam : « Le rôle de l'imam ismaélien est spirituel; son autorité a trait à l'interprétation religieuse. Il ne s'agit pas d'un rôle politique. Je ne gouverne aucun territoire. En même temps, l'islam croit fondamentalement que les mondes spirituel et matériel sont inextricablement liés. La foi ne soustrait pas les musulmans — ni leurs imams — aux réalités quotidiennes de la vie familiale, des affaires et de la communauté. »



*Son Altesse l'Aga Khan IV était le chef spirituel des musulmans ismaéliens.*

*Photo gracieusement fournie par le gouvernement de l'Inde.*

Les contributions de l'Aga Khan à l'humanité sont vastes et multiples; il est donc difficile de résumer brièvement son influence. Sa vision dépassait largement la communauté ismaélienne, puisqu'il s'est imposé comme un leader transformateur dont les efforts ont retenti partout dans le monde. Son humilité le distinguait des autres; il privilégiait les résultats plutôt que l'ostentation et travaillait sans relâche pour transformer des vies sur tous les continents, sans chercher les projecteurs.

Son lien avec le Canada remonte à 1972, à l'époque de l'expulsion des Asiatiques d'Ouganda par le président Idi Amin. En collaboration avec le premier ministre Pierre Elliott Trudeau, il a coordonné la réinstallation de 6 000 ismaéliens au Canada, leur permettant ainsi de devenir des membres autonomes de la société. Cette initiative a conduit à la création de l'Industrial Promotion Service (IPS) au Canada, qui fournit un financement de démarrage essentiel aux

projets entrepreneuriaux de ses fidèles.

En 1967, l'Aga Khan a fondé le Réseau Aga Khan de développement (AKDN), une organisation vouée aux initiatives de développement économique, d'éducation, de santé et de culture. Il exprimait ainsi sa conviction que la foi et la responsabilité matérielle doivent s'imbriquer : « C'est cette croyance musulmane en la fusion de la foi et du monde matériel qui me pousse à consacrer une grande partie de mon attention au travail du Réseau Aga Khan de développement. » L'AKDN est devenu une vaste organisation humanitaire qui compte plus de 1 000 projets en Asie du Sud et centrale et en Afrique, et qui emploie près de 100 000 personnes. La Banque mondiale a qualifié l'AKDN de partenaire exemplaire en développement économique en raison de son efficacité et de son influence.

En partenariat avec le gouvernement du Canada, l'Aga Khan a créé en 2006 le Centre mondial du pluralisme à Ottawa. À l'image du tissu social diversifié du Canada, ce centre est axé sur la recherche, l'éducation et la promotion des valeurs pluralistes. Dans son livre *Where Hope Takes Root*, l'Aga Khan a souligné la nécessité de favoriser le pluralisme dans divers secteurs : « Le soutien au pluralisme ne naît pas spontanément. C'est une démarche qui doit être cultivée dans tous les forums. »

Son Altesse l'Aga Khan IV laisse la marque de sa vision forte et de son dévouement sans faille au bien de l'humanité. Son œuvre inspire d'innombrables personnes et organisations à faire du pluralisme, de la société civile et de la compréhension mutuelle les pierres angulaires d'un monde plus harmonieux. Alors que nous réfléchissons à ses contributions remarquables, nous reconnaissons l'empreinte indélébile qu'il a laissée sur le monde entier et qui nous rappelle le pouvoir d'un leadership fondé sur l'humilité et la détermination.

L'Aga Khan a mis sa fortune au profit de l'humanité. Au Canada, on peut citer l'exemple du Musée Aga Khan, le premier musée islamique en Amérique du Nord. Son objectif est de faire comprendre la diversité au sein de l'islam et d'éradiquer le « choc de l'ignorance.



*Son Altesse l'Aga Khan IV (que l'on voit ici en compagnie du premier ministre de l'Inde Shri Narendra Modi) a joué un rôle très actif sur la scène mondiale. Il entretenait d'importantes relations avec le Canada; il avait notamment obtenu la citoyenneté honoraire et avait reçu l'Ordre du Canada. Photo gracieusement fournie par le gouvernement de l'Inde.*

» Le jardin Aga Khan relie le Musée Aga Khan au Centre ismaélien. Ce jardin est une oasis verte au milieu des gratte-ciel le bordant. L'Aga Khan a un jour dit : « L'éthique islamique veut que si Dieu vous a donné la capacité ou la chance d'être une personne privilégiée dans la société, vous avez une responsabilité morale envers la société. » Il ne se contentait pas de prêcher ce principe : il l'incarnait réellement. Il a consacré sa vie à militer en faveur des laissés pour compte, à faire de l'éducation un droit et non un privilège, et à veiller à ce que la prospérité soit partagée et non accumulée. » (1)

« Je suis interpellé par la question qui se pose après le décès ce mois-ci du prince Karim Al-Hussayni, mieux connu sous le nom d'Aga Khan IV. La fondation du prince a mené des initiatives d'une ampleur remarquable. Une semaine, on annonçait un programme de lutte contre une épidémie de maladies intestinales au Bangladesh; la semaine suivante, l'inauguration d'un centre ismaélien à Chicago, puis des bourses d'études secondaires au Kenya, l'ouverture d'écoles professionnelles en Inde, suivies d'un voyage à Xi'an, en Chine, pour soutenir la rénovation de mosquées locales. Aujourd'hui, la Fondation a une forte présence géographique et vient en aide à plus de 10 millions de personnes grâce à des partenariats avec des organisations ci-

viques, c'est-à-dire non musulmanes. » (Allan Ripp)

Quelques hommages de Canadiens éminents L'ancien gouverneur du Canada, David Johnson, a déclaré : « Cet homme est un pont entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Son leadership dépasse la politique, la race et la religion. Dans un monde déchiré par les divisions, l'hostilité, la guerre et la peur d'un holocauste nucléaire, il est un phare brillant d'inspiration et de réalisations concrètes pour améliorer le sort de l'humanité, élever la qualité de la vie civilisée et inciter tous les peuples du monde à chérir la fraternité humaine. »

« L'Aga Khan a donné beaucoup plus au Canada que le Canada ne lui a donné. Il a également été ambassadeur de bonne volonté pour le Canada, une représentation que l'argent ne peut acheter. » (Haroon Siddiqui — Toronto Star)

À une époque où notre plus proche voisin profère des déclarations frénétiques et des menaces à notre souveraineté, nous devons nous rappeler que l'Aga Khan, le plus grand chef spirituel de notre temps, croyait au Canada. (Ancienne gouverneure générale Adrienne Clarkson).

(1) *New African Magazine*

Yasmin Ratansi a été députée libérale de Don Valley-Est de 2004 à 2011 et de 2015 à 2021.

# Hommages à nos disparus



*Carole-Marie Allard.*



*L'hon. Iona Campagnolo.*



*Marlene Catterall.*

L'honorable Iona Campagnolo : « En 1982, elle a été élue présidente du Parti libéral du Canada, devenant ainsi la première femme à occuper la présidence d'un parti politique fédéral. »

**Mme Carole-Marie Allard**  
**6 septembre 1949 – 18 mars 2024**

Ancienne députée libérale de Laval-Est, au Québec, Carole-Marie Allard est décédée le 18 mars 2024. Née en 1949 à Dolbeau, au Québec, Carole-Marie était la belle-mère de l'honorable Mélanie Joly. Elle a mené une carrière prolifique comme avocate et journaliste avant de se lancer en politique. Elle a obtenu un baccalauréat en économie et en sciences politiques à l'Université McGill avant de faire des études de droit à l'Université d'Ottawa. Elle est également diplômée de l'Institut canadien des valeurs mobilières et de l'Institut des administrateurs de sociétés. Après avoir été admise au Barreau du Québec en 1991, Carole-Marie a exercé le droit commercial, le droit des sociétés, ainsi que le droit du travail et de l'emploi. Elle a été élue à la Chambre des communes en 2000 et a occupé le poste de secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien en 2003. Carole-Marie a été vice-présidente du Comité sur la consommation non médicale de drogues ou de médicaments et membre de nombreux comités, notamment ceux du patrimoine canadien, des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, des langues officielles ainsi que de la justice et des droits de la personne.

**L'honorable Iona Campagnolo**  
**18 octobre 1932 – 4 avril 2024**

Née en 1932 sur l'île Galiano, en Colombie-Britannique, l'honorable Iona Campagnolo, ancienne députée libérale de Skeena, en Colombie-Britannique, est décédée le 5 avril 2024. Mme Campagnolo a fait carrière en politique provinciale et fédérale pendant trente ans. Elle a siégé à la Chambre des communes de 1974 à 1979, assumant les fonctions de ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur et de secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (aujourd'hui Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada). En 1982, elle a été élue présidente du Parti libéral du Canada, devenant ainsi la première femme à occuper la présidence d'un parti politique fédéral. Iona a été décorée de l'Ordre de la Colombie-Britannique en 1998. Elle était également officière et membre de l'Ordre du Canada. Après avoir quitté la politique fédérale, Iona a été la première femme lieutenant-gouverneure de la Colombie-Britannique, poste qu'elle a occupé de 2001 à 2007.

**Mme Marlene Catterall**  
**1er mars 1939 – 12 août 2024**

Marlene Catterall est connue comme une politicienne accomplie et une

pionnière en matière de participation politique des femmes. Née à Ottawa en 1939, elle est devenue conseillère municipale en 1976, poste qu'elle a occupé jusqu'en 1985. En 1988, elle a remporté une circonscription de l'ouest d'Ottawa pour le Parti libéral du Canada; elle est ensuite devenue la première femme whip du gouvernement. Marlene a été réélue pour quatre mandats consécutifs avant de prendre sa retraite en 2006. Elle a joué un rôle déterminant dans l'érection du monument dédié aux Cinq femmes célèbres à Ottawa, qui se trouve aujourd'hui devant l'ancienne gare qui abrite le Sénat. Elle a reçu le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » et le prix Laurier Francophile de l'ACFO-Ottawa. Avant de se lancer en politique, Marlene était enseignante au secondaire et mère de trois enfants à temps plein. Dans ses nombreux rôles, elle était reconnue pour sa compassion et son engagement envers la justice et l'équité. L'Association canadienne des ex-parlementaires lui a décerné un prix pour services distingués. Elle laisse dans le deuil ses enfants, son mari bien-aimé Ron, avec qui elle a partagé 62 ans de sa vie, sa famille et de nombreux amis. Marlene est décédée le 12 août 2024, à l'âge de 85 ans.

**L'honorable Michel Benoit Cogger**  
**21 mars 1939 – 27 janvier 2025**

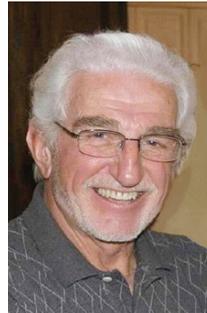
Avocat et homme d'affaires canadien, Michel Benoit Cogger a été l'un des conseillers de Brian Mulroney avant de siéger au Sénat pendant 14 ans. Nommé en 1986, il a occupé ces fonctions à la Chambre haute jusqu'en 2000, participant à de nombreux comités, notamment à titre de vice-président du Comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles. Michel s'est lié d'amitié avec Mulroney lorsqu'ils étaient tous deux étudiants en droit à l'Université Laval dans les années 1960. Il a ensuite dirigé les efforts de Mulroney pour accéder à la direction du parti en 1967, puis la campagne victorieuse de ce dernier en 1983. Né le 21 mars 1939, Michel était un avocat spécialisé dans le droit des sociétés et des affaires, comptant de nombreuses années d'expérience dans le secteur. Il a également été vice-président du Parti progressiste-conservateur du Canada. Michel a été marié à Erica pendant 38 ans, jusqu'au décès de celle-ci en 2012. Sa famille connaissait bien et aimait son talent de conteur. Il est décédé le 27 janvier 2025, laissant derrière lui trois enfants et cinq petits-enfants.

**M. Robert Alfred Corbett**  
**14 décembre 1938 – 6 avril 2025**

Robert Corbett a servi les habitants de Fundy-Royal en tant que député progressiste-conservateur pendant 16 ans, soit de 1978 à 1993. Il avait auparavant exercé un mandat de quatre ans en tant que député à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Passionné de voile, il a traversé deux fois l'Atlantique lors de courses dans les Caraïbes, remportant l'une d'entre elles. En tant qu'homme d'affaires, il a fondé la maison de retraite Gagetown Nursing Home, puis, après sa carrière politique, une société d'expertise maritime. Au Parlement, il a présidé le groupe parlementaire Canada-monde arabe et était bien connu pour sa sympathie envers les Palestiniens. Il laisse dans le deuil ses enfants Susan, Rivers, Robert, Sarah et Ross Corbett, 14 petits-enfants, sa sœur Margaret Ann, ainsi que ses nombreux amis et ses beaux-parents qu'il aimait tant.



*L'hon. Michel Benoit Cogger.*



*Robert Aldred Corbett.*



*John Martin Cummins.*



*Joe Daniel.*

Robert Alfred Corbett : « Passionné de voile, il a traversé deux fois l'Atlantique lors de courses dans les Caraïbes, dont l'une qu'il a remportée. »

**M. John Martin Cummins**  
**12 mars 1942 – 2 mars 2025**

John Martin Cummings est né à Georgetown, en Ontario, où il a fréquenté l'Université Western Ontario, obtenant son baccalauréat au Kings University College. Il a ensuite poursuivi ses études de maîtrise à l'Université de Colombie-Britannique. Son parcours professionnel a été varié : il a d'abord enseigné dans les Territoires du Nord-Ouest, puis à Peace River, en Alberta. Il a aussi travaillé dans l'industrie des pâtes et papiers, puis a finalement passé 20 ans comme pêcheur commercial. Sous la bannière du Parti réformiste, il s'est présenté aux élections de 1993, remportant la circonscription de Delta-Richmond-Est. Pendant ses années à la Chambre des communes, il a été porte-parole en matière de pêche et s'est vu attribuer le surnom de « député non-conformiste ». Lorsqu'il a décidé de se retirer de la vie politique, il a déclaré : « Lorsque j'ai été élu, j'espérais qu'à la fin de mon mandat, les gens de ma circonscription diraient : "Il a tenu parole. Il nous a bien représentés. C'est ce que j'espère de tout cœur avoir fait." Merci! » En 2011, il a quitté la scène politique fédérale pour devenir chef du Parti conservateur de la Colombie-Britannique, rôle qu'il a quitté deux ans plus tard pour prendre sa retraite dans la ferme familiale. John laisse dans le deuil son épouse Sue, sa fille Carolyn,

son fils Martin, ses belles-filles Kristina et Erin, ses dix petits-enfants et un arrière-petit-enfant.

**M. Joe Daniel**

**5 décembre 1954 – 28 janvier 2025**

Joe Daniel a été député conservateur de Don Valley Est pendant quatre ans. Né en Tanzanie, en Afrique de l'Est, le 5 décembre 1954, il a fait ses études en Inde. Joe a obtenu un diplôme d'ingénieur en Angleterre et a travaillé pour Westland Helicopters. Après avoir immigré au Canada en 1987, il a travaillé sur le programme EH101 pour les Forces armées canadiennes. Joe s'est installé à Toronto pour travailler chez Celestica et enseigner au Humber College, où il a rédigé et présenté de nombreux articles universitaires sur la technologie de la fibre optique. Il était également propriétaire d'une entreprise de conception graphique et d'impression. Au cours de son mandat à la Chambre des communes lors de la 41e législature (de 2011 à 2015), Joe a siégé à de nombreux comités, notamment celui de la citoyenneté et de l'immigration et celui de l'industrie, des sciences et de la technologie. Plus récemment, il était consul honoraire de l'Ouzbékistan au Canada. Décédé le 28 janvier 2025 à l'âge de 70 ans, il laisse dans le deuil de nombreux proches.



*L'hon. Joseph Day.*



*Peter Elzinga.*



*Walter Firth.*



*L'hon. Jean  
Beatrice Forest.*

Walter Firth : « Il a été communicateur pour le Northern Service de la CBC à Inuvik et à Yellowknife. En 1972, élu sous la bannière du Nouveau Parti démocratique, il a le premier député autochtone des Territoires du Nord Ouest. »

**L'honorable Joseph A. Day**

**24 janvier 1945 – 27 mai 2024**

Issu d'un milieu modeste, Joseph Day a grandi dans une famille de durs travailleurs, apportant son aide dès son jeune âge dans l'épicerie familiale. Au Collège militaire royal, il a rencontré Georgie Fraser, l'amour de sa vie, avec qui il a partagé une vie remplie de dévouement. Après avoir obtenu son diplôme, Joe a poursuivi des études et une maîtrise en droit, qui ont toutes deux façonné sa brillante carrière juridique. Même après avoir quitté le Collège militaire, il n'a jamais cessé de redonner à l'institution qui l'avait formé. Après s'être présenté plusieurs fois aux élections sous la bannière libérale, Joe a été nommé sénateur par l'honorable Jean Chrétien en 2001. Il s'est consacré à des politiques qui reflétaient les valeurs qui l'avaient animé toute sa vie. Il a été sénateur pendant plus de 18 ans, de 2001 à 2020. Il a siégé à des dizaines de comités en gardant toujours sa famille et sa communauté près de son cœur. Joe puisait son plus grand bonheur à Belleisle Bay, où le chalet familial s'était transformé en un lieu de rassemblement animé par les rires, les conversations et les liens affectifs.

**M. Peter Elzinga**

**6 avril 1944 – 8 novembre 2023**

Peter Elzinga a représenté la circonscription de Pembina de 1974 à 1986 sous la bannière du Parti progressiste-conservateur. Né le 6 avril 1944 à Edmonton, Peter était élève; il a vécu dans le comté de Strathcona pendant 27 ans avec son épouse Patricia. En tant que député fédéral, Peter a occupé les fonctions de ministre des Affaires fédérales et intergouvernementales, puis de ministre du Développement économique et de l'Agriculture. Plus tard, Peter a remporté le siège provincial de Sherwood Park, devenant alors vice-premier ministre. Peter a également été directeur général de l'Association progressiste-conservatrice de l'Alberta, chef de cabinet du premier ministre de l'Alberta et président du Parti progressiste-conservateur du Canada. En 2004, il a quitté le gouvernement pour faire don d'un rein à un ami. Il a reçu plusieurs distinctions pour services rendus à l'Alberta et au Canada, notamment le titre de Kinsman de l'année de Sherwood Park, la Médaille du jubilé d'or de la Reine, la Médaille du centenaire de l'Alberta et la Médaille du jubilé de platine de la Reine. Peter a également été reconnu par Sherwood Parks Heritage Mile comme étant le député ayant le plus contribué à la communauté. Il a reçu une plume d'aigle de la Première Nation du lac Whitefish no

128, et on a dévoilé une sculpture en bronze à son effigie en 2012. Sa famille a créé une bourse d'études à son nom pour venir en aide aux personnes dans le besoin. Peter laisse dans le deuil son épouse de 58 ans, trois fils, cinq petits-enfants, trois arrière-petits-enfants et sa sœur.

**M. Walter Firth**

**25 janvier 1935 – 2 mars 2024**

Ancien parlementaire et défenseur des droits des Autochtones métis, Walter (Wally) Firth est décédé le 2 mars 2024. Walter est né à Fort McPherson, dans les Territoires du Nord-Ouest, en 1935. Avant de se lancer en politique, il a été instructeur de vol, commerçant de fourrures pour la Compagnie de la Baie d'Hudson et défenseur des droits des Autochtones. Il a également été animateur à la CBC Northern Service à Inuvik et à Yellowknife. En 1972, il a été élu sous la bannière du Nouveau Parti démocratique comme premier député autochtone des Territoires du Nord-Ouest. Il a été porte-parole du NPD en matière d'Affaires indiennes et du Nord canadien (aujourd'hui Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada). Walter était un membre actif de sa communauté, fondant des organisations vouées au soutien des communautés autochtones du Nord et à la promotion de leurs intérêts politiques. Il jouait également du violon, du saxophone et du piano.

**L'honorable Jean Beatrice Forest**

**24 juillet 1926 – 10 janvier 2024**

L'honorable Jean Beatrice Forest est décédée le 10 janvier 2024, à l'âge de 97 ans. Née en 1926 à Minitonas, au Manitoba, Jean était très active au sein de sa communauté avant d'être nommée sénatrice par le premier ministre Jean Chrétien en 1996. Elle a travaillé comme femme d'affaires et enseignante, puis a siégé à titre d'administratrice et de présidente du conseil scolaire d'Edmonton. Elle a œuvré auprès d'organisations telles que les Jaycees et d'autres associations éducatives et religieuses. Jean a été nommée à la première Commission des droits de la personne de l'Alberta. Elle a été chancelière émérite de l'Université de l'Al-

berta de 1978 à 1982. Jean a été reconnue pour son travail en 1987 lorsqu'elle a été nommée Officière de l'Ordre du Canada. Elle a également reçu le prix d'excellence de l'Alberta ainsi qu'un prix municipal de la ville d'Edmonton pour son importante contribution à la communauté. L'école secondaire pour filles Jean Forest Leadership Academy a été nommée en son honneur.

**L'honorable Francis Fox**  
**2 décembre 1939 – 24 septembre 2024**

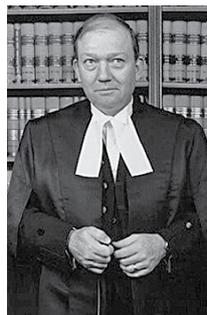
Élu pour la première fois en 1972, Francis Fox a été député pendant près de 12 ans, jusqu'en 1984, et a aussi été sénateur pendant six ans. Il a représenté la circonscription de Deux-Montagnes pour le Parti libéral, occupant les postes de solliciteur général du Canada, de secrétaire d'État, de ministre des Communications et de ministre du Commerce international. Francis est devenu secrétaire principal du premier ministre en 2003 et a été sénateur de 2005 à 2011. Il était titulaire de plusieurs diplômes universitaires, notamment de l'Université de Montréal, de l'Université Harvard et de l'Université d'Oxford, où il a été boursier Rhodes. Avant d'être élu, Francis était avocat et chef de cabinet du premier ministre. Né le 2 décembre 1939, il a notamment présenté le projet de loi visant à faire de la chanson « O Canada » l'hymne national du pays, a présenté la Loi sur l'accès à l'information et a dirigé la création de Téléfilm Canada. Francis a également été capitaine dans l'armée canadienne et a présidé le conseil d'administration de Montréal International. Il laisse derrière lui son épouse, l'artiste Viviane Case-Fox, leurs deux enfants et leurs nombreux petits-enfants, son frère, ses deux sœurs, ses nièces et ses neveux. Francis est décédé le 24 septembre 2024, à l'âge de 84 ans, après avoir lutté contre le cancer.

**L'honorable John Allen Fraser**  
**15 décembre 1931 – 7 avril 2024**

L'honorable John Allen Fraser est né en 1931 à Yokohama, au Japon. Il a siégé à la Chambre des communes de 1972 à 1993 en tant que député progressiste-conservateur de la circonscription de Vancouver-Sud. John a été élu



L'hon. Francis Fox.



L'hon. John A. Fraser.



Maurice Godin



Daryl Kramp.

L'honorable John Fraser : « John a été élu Président de la Chambre des communes en 1986; il a été le premier à être choisi par ses collègues députés. »

Président de la Chambre des communes en 1986, le premier à être choisi par ses collègues députés. Il a été ministre des Postes de 1979 à 1980, période pendant laquelle il occupait également le poste de ministre de l'Environnement. Il a siégé à de nombreux comités, notamment ceux de la politique étrangère et de la défense, du développement économique et régional, des priorités et de la planification, de la législation et de la planification parlementaire, des relations fédérales-provinciales, des relations de travail et de la fonction publique. Pendant son mandat à la Chambre des communes, John a été ministre des Pêches et des Océans de 1984 à 1985, ainsi que porte-parole de l'opposition sur les questions relatives au solliciteur général du Canada, à l'environnement, aux pêches et aux océans, aux services postaux et au travail. Il a également été ambassadeur du Canada pour l'environnement auprès des Nations Unies de 1994 à 1997. Il a été nommé officier de l'Ordre du Canada et lieutenant-colonel honoraire des Seaforth Highlanders of Canada. John est décédé le 7 avril 2024, à l'âge de 93 ans.

**M. Maurice Godin**  
**21 octobre 1932 – 14 juin 2024**

Ancien cadre chez Hydro-Québec, Maurice Godin a représenté la circonscription de Châteauguay lors des 35e et 36e législatures. Se présentant pour la première fois en 1993, Maurice remporte un siège pour le Bloc québécois

avec 34 271 voix. Né à Montréal le 21 octobre 1932, il a été indépendantiste toute sa vie. À la Chambre des communes, Maurice a été porte-parole de son parti dans le dossier des anciens combattants et porte-parole adjoint sur l'environnement. Au cours de son premier mandat, il a été membre du Comité permanent des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées, du Comité mixte spécial sur la politique de défense du Canada et du Comité permanent de l'industrie. Réélu en 1997, il a également siégé au Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants. Il n'a pas brigué un troisième mandat, se retirant de la vie politique en 2000. Maurice est décédé à Laval le 14 juin 2024, à l'âge de 91 ans. Il laisse dans le deuil son épouse Lucille Day, ses trois enfants, ainsi que de nombreux petits-enfants et arrière-petits-enfants. Ses sœurs, ses frères et les nombreuses personnes qui ont été touchées par son amitié et son esprit civique gardent également de lui de tendres souvenirs.

**M. Daryl Kramp**  
**14 juin 1947 – 8 février 2024**

M. Daryl Kramp, ancien député conservateur de la circonscription de Prince Edward-Hastings, en Ontario, est décédé le 8 février 2024. Né à Kirkland Lake, en Ontario, en 1947, Daryl a mené une riche carrière en politique municipale, provinciale et fédérale. D'abord élu conseiller municipal



Robert Lane.



L'hon. Ed Lumley.



L'hon. Charles Mayer.

L'honorable Ed Lumley : « Ed a également aidé à recueillir des sommes importantes pour l'Association canadienne des ex-parlementaires. Il a été nommé à l'Ordre du Canada en 2014. »

et préfet adjoint de la municipalité de Madoc, en Ontario, il s'est ensuite tourné vers la politique provinciale et a été élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 2016 dans la circonscription de Hastings-Lennox et Addington. Remportant la circonscription de Prince Edward-Hastings sous la bannière des conservateurs en 2004, Daryl a présidé le Comité permanent de la sécurité publique et nationale, et a été vice-président du Comité des comptes publics et du Comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Il a servi jusqu'en 2015. Il était également très actif au sein d'associations consacrées aux affaires internationales. Il a notamment été directeur de l'Association parlementaire Canada-Afrique, membre de la section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth, du Groupe interparlementaire Canada-Irlande et de l'Association parlementaire Canada-Europe, entre autres. La fille de Daryl, Shelby Kramp-Neuman, a également été élue dans la circonscription fédérale de Hastings-Lennox et Addington et siège actuellement à la Chambre des communes.

#### M. Robert Lane

**29 novembre 1927 – 13 janvier 2025**

Robert Lane a représenté la circonscription de Winnipeg-St. James pendant huit mois sous la bannière du Parti progressiste-conservateur. Né le 29 novembre 1927 à Winnipeg, Bo-

bby s'est enrôlé dans la Marine royale canadienne à l'âge de 18 ans, ce qui l'a mené de Victoria à Halifax. Il a créé le Fonds de dotation à la mémoire des anciens combattants alors qu'il siégeait au conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital Deer Lodge. Bobby a travaillé dans un magasin Beaver Lumber, comme percepteur de loyers, puis a ouvert sa propre agence immobilière. Il a été élu président des conseils immobiliers de Winnipeg et du Manitoba, est devenu directeur du Conseil canadien de l'immobilier et a été membre du conseil d'administration de la Manitoba Housing and Renewal Corporation. Membre actif de la Chambre de commerce de St. James et du Rotary Club de West Winnipeg, il croyait fermement à l'importance de la participation communautaire et a recueilli des fonds pour de nombreux organismes communautaires. Il était également bénévole pour le Shrine Circus et dans diverses paroisses. Bobby a reçu la médaille du Gouverneur général décerné à l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire du Canada en 1993 et, en 2012, il a été décoré de la Médaille du jubilé de diamant de la Reine pour ses services exceptionnels à la communauté. Il aimait jouer au golf, écrire de la poésie, faire des recherches sur l'histoire de sa famille et rendre service à la communauté. Bobby est décédé le 13 janvier 2025, à l'âge de 97 ans. Il laisse dans le deuil ses quatre enfants, sept petits-enfants et dix arrière-petits-enfants.

#### L'honorable Ed Lumley

**27 octobre 1939 – 16 avril 2025**

Né à Windsor, en Ontario, Ed Lumley a obtenu un baccalauréat en commerce avant de se lancer en affaires à Cornwall. Dans ses temps libres, il était entraîneur de hockey et de football. D'abord élu maire de Cornwall en 1972, il s'est forgé une réputation d'homme d'action.

Il a été député libéral de Stormont-Dundas de 1974 à 1984, période durant laquelle il a dirigé plusieurs portefeuilles ministériels, notamment ceux des Communications, de l'Expansion industrielle régionale, de l'Industrie et du Commerce, ainsi que, plus tôt, celui de ministre d'État à la Science et à la Technologie, au Commerce et au Commerce international. Il a également été secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du ministre de l'Expansion économique régionale. Défait en 1984, il est devenu vice-président de BMO Nesbitt Burns et directeur principal de Magna International. En 2006, il a assumé les fonctions de chancelier de l'Université de Windsor, recueillant des millions de dollars pour l'institution. Ed a également aidé à réunir des sommes importantes pour l'Association canadienne des ex-parlementaires. Il a été nommé membre de l'Ordre du Canada en 2014. Il a aussi reçu la médaille du jubilé d'or de la reine Elizabeth II et la médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II. Il laisse dans le deuil Patricia, son épouse depuis 63 ans, ses cinq enfants, Bob, Kelly, Dawn, Cheryl et Chris, ainsi que leurs conjoints et treize petits-enfants.

#### L'honorable Charles Mayer

**21 avril 1936 - 30 avril 2025**

L'honorable Charlie Mayer est né et a grandi en Saskatchewan. Il a obtenu son diplôme en agronomie de l'Université de la Saskatchewan.

En 1965, il a acheté une ferme près de Carberry, au Manitoba, où sont nées ses trois filles, et où il a élevé des bovins Simmental. Il a toujours été opposé à la gestion de l'offre et est devenu membre de la Beef Producers Association, s'opposant à l'établissement d'un système de gestion de l'offre dans cette indus-

trie. On lui doit le retrait de l'avoine du guichet unique de la Commission canadienne du blé.

En 1979, Charlie Mayer s'est présenté aux élections dans la circonscription de Portage—Lisgar—Marquette et a remporté les élections pour les progressistes-conservateurs. Sous le régime de Brian Mulroney, il a exercé les fonctions de ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé, de ministre d'État chargé des céréales et des oléagineux, de ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest et de ministre de l'Agriculture.

Il a siégé à de nombreux conseils et a été membre fondateur du Frontier Centre for Public Policy. Le président fondateur, Peter Holle, a dit de Charlie : « Il avait des positions politiques très solides ».

Les membres de l'Association des producteurs de blé ont rendu hommage à Charlie, affirmant que celui-ci était un leader guidé par des principes, un militant passionné et un ami indéfectible du secteur agricole, qui défendait les agriculteurs et se battait pour la liberté sur le marché. Il n'était jamais là pour recevoir des compliments : il faisait ce qu'il croyait être une bonne chose pour l'industrie.

Charlie a été intronisé au Temple canadien de la renommée agricole en 2005.

**L'honorable Yves Morin**

**28 novembre 1929 – 4 juin 2024**

Le Dr Yves Morin est décédé paisiblement le 4 juin 2024, entouré de sa famille qui l'aimait tant. On ne compte pas ses réalisations, mais ses recherches en cardiologie figurent sans doute parmi les plus importantes. Yves a révolutionné le domaine de la cardiologie grâce à ses innombrables contributions, dont plus de 150 publications et des décennies de pratique médicale dans de nombreux instituts et hôpitaux. Son œuvre lui a valu le titre de doyen de la Faculté de médecine de l'Université Laval, où il a façonné la carrière d'innombrables médecins. Il a été nommé au Sénat du Canada par le premier ministre Jean Chrétien et y a siégé de 2001 à 2004. Il a été membre de nombreux comités. Pour sa contribution ex-



*L'hon. Yves Morin.*



*John Murphy.*



*L'hon. Gilbert Normand.*

L'honorable Yves Morin : « Ses réalisations sont innombrables, ses recherches en cardiologie étant l'une des plus importantes.

La contribution exceptionnelle d'Yves en cardiologie a révolutionné le domaine. »

ceptionnelle, il a été nommé Officier de l'Ordre du Canada, Officier de l'Ordre national du Québec et Chevalier de l'Ordre national du Mérite de la France. Yves a consacré sa vie à la connaissance et à la médecine, le point culminant étant la publication de son livre, *Les cœurs tigrés*, qui met en lumière le rôle historiquement méconnu des sœurs augustines dans la fondation du premier hôpital permanent dans le nord de l'Amérique du Nord. Son œuvre lui a valu le Prix Armand-Frappier du Québec ainsi que le Prix de la création littéraire au Salon International du Livre de Québec. Son legs perdure à travers les avancées dont il a été le pionnier, les politiques qu'il a façonnées et les vies qu'il a inspirées.

**M. John Williams Murphy**

**26 août 1937 – 12 juin 2024**

John Murphy était un homme aux racines profondes, tant au sein de sa famille et de sa communauté que dans l'exercice de ses fonctions. Né à Halifax, il a noué des liens très étroits avec son frère, une relation qui a façonné sa vie. Lors d'une excursion d'une journée dans la vallée, ils ont été secourus après une crevasse par un gentil inconnu qui les a invités à prendre le petit-déjeuner. Julia, la fille de cet homme, allait devenir l'amour de la vie de John. Ensemble, ils ont bâti une famille, l'une des plus importantes réalisations de John. Avant d'entrer en politique, John

a exercé des professions qui n'avaient rien à voir avec le Parlement : il a vendu des vêtements et a travaillé dans les mines, mais ces expériences lui ont permis de rester humble et attaché à sa communauté. John n'a jamais oublié ses origines et a consacré sa vie à aider les autres à réussir aussi bien que lui. Son militantisme de toute une vie en faveur des plus démunis transcendait la sphère politique, comme en témoignent ses activités au sein de la Friends of Schizophrenia Society, du Conseil national du bien-être social et de Citizens for Public Justice, entre autres. Élu député libéral, il a poursuivi sa mission en luttant sans relâche pour les personnes dans le besoin. Il a siégé à la Chambre des communes de 1993 à 1997 et fait partie de nombreux comités. Avec son sourire chaleureux, sa générosité sans bornes et sa personnalité extravertie, John a apporté un peu plus de douceur dans la vie de tous ceux et toutes celles qui l'ont côtoyé.

**L'honorable Gilbert Normand**

**31 mars 1943 – 1er janvier 2025**

Gilbert Normand a été médecin, maire de Montmagny, au Québec, et, pendant sept ans, il aussi été député libéral. Né à Montmagny le 31 mars 1943, il a exercé la médecine pendant plus de 25 ans. Gilbert a été élu député de Bellechasse-Etchemins-Montmagny-L'Islet en 1997 et a occupé les fonctions de secrétaire d'État à l'Agric-



*L'hon. Frank Oberle.*



*L'hon. Jim Peterson.*



*Kim Elizabeth Rudd.*



*Werner Schmidt.*

L'honorable Frank Oberle : « Il a fondé Arbres Canada et a reçu le Prix canadien d'excellence en foresterie en 1992. »

culture et Agroalimentaire, à Pêche et Océans, ainsi qu'à Science, Recherche et Développement. Il a siégé au comité de la santé et à celui de l'industrie, des sciences et de la technologie. Gilbert est décédé le 1er janvier 2025. Il laissera dans son sillage le souvenir d'un médecin respecté et d'un homme qui a su mener à bien des projets d'infrastructure pour la communauté dont il était le maire. Il laisse dans le deuil son épouse, Line Ancil, leurs trois enfants, leurs huit petits-enfants, ses sœurs et bien d'autres.

#### **L'honorable Frank Oberle**

**24 mars 1932 – 12 septembre 2024**

Né le 24 mars 1932 à Forchheim, en Allemagne, Frank Oberle a immigré au Canada en 1952 après avoir survécu au régime nazi en Allemagne et en Pologne. Il a été boulanger, bûcheron, mineur, vendeur d'assurances et maire de Chetwynd. Élu en 1972, il a représenté la circonscription de Prince George-Peace River pendant près de 21 ans sous la bannière du Parti progressiste-conservateur avant de quitter ses fonctions en 1993. Frank a été ministre des Forêts, ministre de l'Environnement et ministre d'État à la Science et à la Technologie. Au cours de son mandat, il a notamment supervisé le développement du Bras canadien pour la Station spatiale internationale. Il a fondé Arbres Canada et a reçu le Prix pour une réalisation exceptionnelle en

foresterie au Canada en 1992. Il a aussi fondé l'Institut canadien de recherches avancées. Frank a écrit deux autobiographies détaillant son parcours, de la guerre au Parlement. Il était le plus grand admirateur de sa famille et laisse dans le deuil ses quatre enfants, huit petits-enfants et six arrière-petits-enfants. Frank s'est éteint paisiblement le 12 septembre 2024, à l'âge de 92 ans.

#### **L'honorable James (Jim) Scott Peterson** **30 juillet 1941 – 10 mai 2024**

James (Jim) Peterson a grandi à London, en Ontario, où il a rencontré la femme de sa vie alors qu'il était à l'école primaire. Que ce soit sur les patinoires de hockey, dans les salles de débat, à l'université ou au sein de sa communauté, il excellait dans tout ce qu'il entreprenait, car il s'investissait dans chaque projet avec détermination et générosité. En tant qu'avocat spécialisé en droit international, Jim a joué un rôle déterminant dans la défection du grand danseur de ballet soviétique Mikhaïl Barychnikov au plus fort de la Guerre froide, un acte audacieux qui a scellé une amitié de toute une vie. Après une brillante carrière juridique, Jim a continué d'exercer une influence positive sur le Canada à titre de député libéral de Willowdale, occupant les fonctions de secrétaire d'État aux Institutions financières internationales et de ministre du Commerce international. Au cours de son mandat, il a réformé le Code crimi-

nel afin d'offrir une protection accrue aux femmes victimes d'agression. Jim aimait s'occuper de sa ferme, enseigner la menuiserie aux enfants de sa communauté et passer du temps avec Duffy, son fidèle ami canin. Au cours de ses 23 années à la Chambre des communes, il s'est illustré par ses nombreux rôles au sein du cabinet et du cabinet fantôme.

#### **Mme Kim Elizabeth Rudd**

**18 novembre 1957 – 12 mars 2024**

Kim Rudd est décédée paisiblement le 12 mars 2024 à Cobourg, en Ontario, entourée de ses proches. Elle avait 66 ans. Kim a assumé d'importantes responsabilités familiales dès un jeune âge. Première députée de Northumberland-Peterborough-Sud, elle a été secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, présidente du Caucus parlementaire sur la recherche en santé et membre des comités permanents des finances et des ressources naturelles. Kim a été députée libérale pendant quatre ans, de 2015 à 2019. Au-delà de la politique, elle était active au sein de nombreuses organisations caritatives locales et défendait l'éducation par l'intermédiaire des institutions qu'elle avait fondées : Cook's Day School, Willis College, et Archer CPR Training. Ses compétences entrepreneuriales lui ont valu le Prix canadien de l'entrepreneuriat féminin RBC. Elle est restée profondément attachée à sa ville natale, où elle a continué à s'impliquer activement auprès du Rotary Club de Cobourg et de groupes sportifs locaux. Malgré ses nombreuses réalisations, Kim a toujours considéré sa famille comme sa plus grande réussite.

#### **M. Werner Schmidt**

**18 janvier 1932 – 29 mars 2024**

Werner Schmidt a consacré sa vie au service des autres, dans les domaines de la gouvernance et de l'éducation. Il a mené une carrière politique tant au niveau fédéral que provincial. Il a aidé à fonder le Parti réformiste du Canada, représentant la circonscription de Kelowna. Il a ensuite servi sous les bannières du Parti de l'Alliance et du Parti conservateur, où il a assumé de nombreuses fonctions de porte-parole,

notamment celle de vice-président du caucus conservateur. Werner a siégé à la Chambre des communes pendant plus de 12 ans, de 1993 à 2006. Il a auparavant dirigé le Parti du crédit social de l'Alberta à l'Assemblée législative provinciale. Outre la politique, Werner était un fervent défenseur de l'éducation en tant qu'enseignant, directeur d'école et surintendant. Il a mis cette passion à profit dans ses fonctions de leadership, notamment en tant que directeur général de l'Association des conseillers scolaires de l'Alberta et vice-président du Lethbridge Community College. Même à la retraite, il n'a jamais failli à ses engagements, faisant du bénévolat et du mentorat dans le cadre de campagnes politiques afin de soutenir ceux qui partageaient son dévouement envers le service public. Werner Schmidt est décédé à l'âge de 92 ans, entouré de sa femme bien-aimée, de ses fils et de ses petits-fils, la famille qu'il chérissait et pour laquelle il avait œuvré afin de bâtir un monde meilleur.

**M. Robert Sopuck**

**11 juillet 1951 – 23 octobre 2024**

Robert Sopuck a été député conservateur de 2010 à 2019, occupant pendant deux ans le poste de porte-parole du parti en matière d'environnement et de parcs nationaux. Né à Winnipeg le 11 juillet 1951, il a obtenu une maîtrise en sciences halieutiques à l'Université Cornell. Passionné de conservation, Robert a travaillé comme biologiste spécialisé dans les pêches pour les gouvernements fédéral et provincial. De plus en plus intéressé par la politique, Robert est devenu directeur provincial de l'Unité de coordination du développement durable. Il a ensuite été directeur des affaires environnementales à l'usine de papier Pine Falls, puis analyste des politiques à la Delta Waterfowl Foundation. Robert a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux pour sa contribution à la conservation de la faune et de l'habitat. Pendant son mandat, il a siégé au Comité permanent de l'environnement et du développement durable et a été vice-président du Comité permanent des pêches et des océans. Robert est décédé le 23 octobre 2024, à l'âge de 73 ans. Il laisse dans le



*Robert Sopuck.*



*L'hon. Chuck Strahl.*



*Paul Szabo.*

Robert Sopuck : « Robert a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux pour sa contribution à la conservation de la faune et de l'habitat. »

deuil son épouse Caroline, ses deux enfants, ses trois petits-enfants, sa sœur et son frère, ainsi que ses nièces et neveux.

**L'honorable Chuck Strahl**  
**25 février 1957 – 13 août 2024**

Ancien homme d'affaires dans le secteur forestier, Chuck Strahl a été député de Chilliwack-Fraser Canyon pendant 17 ans, soit de 1993 à 2011. Issu d'une famille de travailleurs forestiers, il est né le 25 février 1957 à New Westminster, en Colombie-Britannique. À l'âge de 10 ans, il a rencontré l'amour de sa vie, Debby Bateman, qu'il a épousée en 1975. Chuck s'est présenté aux élections en 1993 après avoir travaillé pendant de nombreuses années dans l'entreprise familiale d'exploitation forestière. Il a été whip et leader parlementaire du Parti réformiste, puis leader parlementaire du Parti de l'alliance canadienne. Il a occupé divers postes de porte-parole et au sein de son parti, avant de devenir vice-président de la Chambre des communes, poste qu'il a occupé de 2004 à 2006. Lorsque les conservateurs ont formé le gouvernement en 2006, Chuck a assumé les fonctions de ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, de ministre responsable de la Commission canadienne du lait, de la Commission canadienne du blé, de la Colombie-Britannique et des Territoires. Il a également été ministre des Affaires indiennes et

du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, puis ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, responsable de la Commission de la capitale nationale et de Postes Canada. Malgré son succès en politique, Chuck a toujours accordé la priorité à sa foi, à sa famille et à ses amis. Il est décédé le 13 août 2024, à l'âge de 67 ans. Il laisse dans le deuil son épouse, sa mère, ses deux frères et sa sœur. Il est également pleuré par ses quatre enfants et ses nombreux petits-enfants. Le fils de Chuck, Mark Strahl, siège actuellement à la Chambre des communes.

**M. Paul Szabo**

**10 mai 1948 – 19 décembre 2024**

Paul Szabo a représenté la circonscription de Mississauga-Sud sous la bannière libérale de 1993 à 2011, soit pendant six législatures. Il a été membre de nombreux comités, notamment le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection de la vie privée et de l'éthique et le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, qu'il a tous deux présidés. Né le 10 mai 1948, il a également publié des ouvrages. Paul a été comptable agréé, directeur financier de TransCanada Pipelines, trésorier de United Cooperative of Ontario



*Donald Taylor.*



*John William Thomson.*



*L'hon. Monique Vézina.*

Golfeur passionné, son amour pour ce sport n'avait d'égal que celui qu'il portait à sa famille. John et son épouse ont fondé le Julia McFarlane Diabetes Research Centre à l'Université de Calgary en 1979 et ont parrainé le Thomson Family Community Park dans le quartier Beltline de Calgary, à seulement deux pâtés de maisons de l'endroit où ils se sont mariés. John est décédé le 9 janvier 2025, à l'âge de 96 ans. Il laisse dans le deuil sa sœur, cinq enfants, 12 petits-enfants et 10 arrière-petits-enfants.

Paul Szabo : « Paul a reçu le prix du "député le plus travaillant" en 2006, prix qu'il a remporté à deux autres reprises.

et vice-président et directeur de l'hôpital de Mississauga pendant neuf ans. Il a également été directeur du refuge Interim Place pour femmes victimes de violence pendant cinq ans et directeur de la Peel Regional Housing Authority pendant cinq ans. Il a pris la parole plus que tout autre député au cours des 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> législatures. Il a également été secrétaire parlementaire du ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Paul a été désigné « le député qui travaillait le plus fort » en 2006, titre qu'il a remporté à deux reprises. Il a également été élu membre de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et a reçu le prix Paul Harris du Rotary International pour son travail et son soutien à cet organisme. Paul est décédé le 19 décembre 2024, à l'âge de 76 ans, laissant derrière lui son épouse Linda, trois enfants, quatre petits-enfants et quatre frères et sœurs.

**M. Donald (Don) L. Taylor**  
29 mai 1931 – 14 décembre 2022

Né à Edmonton, en Alberta, le 29 mai 1931, Donald Taylor a été député de Cowichan—Malahat—The Islands de 1979 à 1980. Enseignant de profession, Don a voyagé partout dans le monde avec sa famille. Il a notamment enseigné pendant un an en Angleterre et adorait faire découvrir à ses enfants les églises, cathédrales et châteaux d'Europe. Après avoir pris sa

retraite, il a voyagé avec sa femme Mavis à travers l'Europe et l'Asie. En plus de jardiner et jouer au bowling avec Mavis, Don aimait regarder les sports à la télévision sans le son, en écoutant du jazz. Pendant son mandat de député progressiste-conservateur, Don a siégé à de nombreux comités. Il est décédé le 14 décembre 2022, à l'âge de 91 ans. Don laisse dans le deuil son épouse, deux enfants, deux petits-enfants et un arrière-petit-enfant.

**M. John William Thomson**  
28 décembre 1928 – 9 janvier 2025

Homme d'affaires et philanthrope respecté, John William Thomson a représenté la circonscription de Calgary-Sud pour le Parti progressiste-conservateur pendant cinq ans. Né à Toronto le 28 décembre 1928, il s'est installé à Calgary en 1955 après avoir obtenu son titre de comptable agréé. En 1965, John a fondé Thomson Drilling, une entreprise qui a connu un succès international. Il a épousé Joan McFarlane, avec qui il a partagé 68 ans de sa vie, après l'avoir rencontrée lors d'une réception de mariage. Élu en 1979, John a siégé à plusieurs comités, notamment à titre de vice-président du Sous-comité chargé de la promotion de la participation des employés aux bénéfices des entreprises, qui relevait du Comité permanent des finances, du commerce et des affaires économiques.

**L'honorable Monique Vézina**  
13 juillet 1935 – 15 décembre 2024

Monique Vézina a été députée de Rimouski-Témiscouata sous la bannière du Parti progressiste-conservateur de 1984 à 1993. Elle a occupé plusieurs portefeuilles ministériels. Née à Rimouski, au Québec, le 13 juillet 1935, elle a travaillé pour de nombreux organismes dans le domaine de l'éducation et des services à la famille. Elle est devenue présidente de la caisse populaire locale et membre de la direction d'une caisse populaire québécoise. Elle a siégé au Conseil supérieur de l'éducation du Québec, à la commission scolaire locale, à la Commission de l'assurance automobile du Québec et a été membre honoraire du conseil d'administration du Centre d'étude et de coopération internationale. Éluë sous la bannière du Parti progressiste-conservateur en 1984 et députée jusqu'en 1993, Monique a été nommée ministre des Relations extérieures et de la Francophonie, ministre de l'Approvisionnement et des Services, puis ministre d'État aux Transports, à l'Emploi, à l'Immigration et aux Aînés. À l'issue de sa carrière politique, elle a présidé la Commission nationale sur l'avenir du Québec, a été nommée Officière de l'Ordre national du Québec et a reçu la Médaille de l'Assemblée nationale pour sa contribution à la société. Monique a été présidente du Mouvement national du Québec et lauréate du Grand Prix Patriote. Elle a également rédigé la première politique sur les femmes et le développement, soulignant le rôle central des femmes dans le développement communautaire. Monique est décédée

le 15 décembre 2024, à l'âge de 89 ans, quelques mois après son mari, Jean-Yves Parent. Elle laisse dans le deuil ses quatre enfants, ses cinq petits-enfants, ses trois arrière-petits-enfants, ainsi que ses frères et sœurs.

**M. John Glass Williams**

**31 décembre 1946 – 15 juillet 2024**

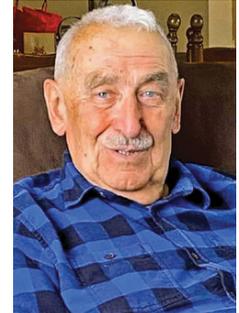
Né dans le comté d'Aberdeenshire, en Écosse, John Glass Williams a passé près de 15 ans à la Chambre des communes. On le décrit comme un homme de campagne, humble, doté d'un sens de l'humour pince-sans-rire. Même si ses fonctions l'ont amené à voyager partout, John était le plus heureux lorsqu'il était dans sa ferme d'élevage en Alberta, où il s'occupait de ses vaches Jersey qu'il adorait. Il aimait construire des nichoirs pour ses poules, mais par-dessus tout, il adorait passer du temps avec sa famille et ses amis en Alberta et en Écosse. Même s'il excellait à l'école, John a quitté ses études très jeune pour travailler à la Clydesdale Bank avant de déménager au Canada pour entreprendre une carrière à la Banque Royale du Canada, inspiré par un oncle qui travaillait pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il a rencontré la première femme de sa vie, Carol Munro, en 1971, qu'il a mariée en 1975 et avec qui il a eu deux enfants. En 1993, John a été élu député de Saint-Albert, occupant ensuite le poste de porte-parole du Parti réformiste en matière de comptes publics. Membre de nombreux comités, John a présidé le Comité des comptes publics de 1997 à 2005 et a fondé l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption. Après le décès tragique de son épouse des suites d'un cancer, John s'est remarié avec Christine Botchway, avec qui il a eu une fille. Il s'est retiré de la vie politique en 2008, mais a continué à travailler pour l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption jusqu'en 2013. John est décédé le 15 juillet 2024, à l'âge de 77 ans, après avoir voué ses dernières années à sa foi. Il laisse dans le deuil son épouse, ses enfants, ses quatre petits-enfants et toutes les personnes dont il a touché la vie.



*John Glass Williams.*



*La très révérende  
l'hon. Lois Wilson.*



*Bob Wood.*

Le Très Révérend l'honorable Lois Wilson : « Pour son travail dans le domaine des droits de la personne, de l'œcuménisme, de la justice sociale et pour ses contributions à la vie politique, Lois Wilson a reçu 14 diplômes honorifiques. »

**L'honorable révérende Lois Wilson**  
**8 avril 1927 – 13 septembre 2024**

Sénatrice indépendante de 1998 à 2002, Lois Wilson a été membre active des comités des droits de la personne et des affaires autochtones. Née à Winnipeg le 8 avril 1927, Lois a été la première modératrice de l'Église unie, présidente du Conseil œcuménique des Églises, vice-présidente du Mouvement fédéraliste mondial et présidente du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique. Pour son travail dans le domaine des droits de la personne, de l'œcuménisme, de la justice sociale et de la politique, Lois a reçu 14 diplômes honorifiques, la Médaille du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Reine (1977); le Prix Pearson pour la paix (1985); les titres d'Officière de l'Ordre du Canada (1984), de membre de l'Ordre de l'Ontario (1991) et de Compagnon de l'Ordre du Canada (2003); le prix Joseph Cardinal Bernardin pour l'unité chrétienne (2010) et le prix Heart and Vision (2011). Elle a également été chancelière de l'Université Lakeland et auteure de dix livres. Lois est décédée à l'âge de 97 ans à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Elle laisse derrière elle ses quatre enfants, douze petits-enfants et neuf arrière-petits-enfants.

**M. Bob Wood**

**11 mars 1940 – 12 avril 2025**

Né à Ayers, au Québec, Bob Wood a représenté la circonscription de Nipissing en tant que député libéral pendant 16 ans, soit de 1988 à 2004. Il a commencé sa carrière dans l'Aviation royale canadienne, dans laquelle il a servi de 1959 à 1964, puis s'est lancé dans la radiodiffusion à Sherbrooke, au Québec, puis à North Bay, en Ontario. Il a également été maire adjoint de North Bay pendant quatre ans. Il était connu comme un homme attentionné qui posait de nombreux petits gestes empreints de gentillesse, apportant anonymement les cadeaux du père Noël aux familles pendant les Fêtes et donnant des cartes d'essence prépayées à ceux qui devaient se rendre à l'extérieur de la ville pour des rendez-vous médicaux. En 2021, il a été honoré pour son travail en faveur du maintien de la 21<sup>e</sup> Escadre à North Bay en 1998. La ville a rebaptisé « Bob Wood Drive » le chemin Airport Way. « Il avait à cœur de servir le public, de vivre pleinement sa vie et de commencer chaque journée avec gratitude. C'est exactement comme ça qu'il a vécu, pleinement et avec reconnaissance, jusqu'à la fin », a déclaré sa fille, Sue-Lane Wood.

# L'hon. Murray Sinclair : L'œuvre d'une vie d'un leader, d'un sénateur et d'un ami

Rédigé par Michael McBean

Le 4 novembre 2024, le Canada a perdu l'ancien sénateur Murray Sinclair, mais l'œuvre de celui-ci en faveur des droits des peuples autochtones reste vivante dans la mémoire de ses collègues.

Murray a été sénateur de 2016 à 2021 avant d'être nommé chancelier de l'Université Queen's pour un mandat de trois ans. Il est connu pour avoir dirigé la Commission de vérité et réconciliation et milité pour les droits des Autochtones.

L'ancien sénateur Jim Munson, qui a travaillé avec Murray, garde de lui de très bons souvenirs.

« Je me souviens d'un être humain doux, digne et déterminé, et c'est ce que l'on ressentait dès qu'il entrait dans le Sénat », a déclaré Jim lors d'une interview pour *Beyond the Hill*.

Membre de la Première Nation de Peguis, Murray est né en 1951 au nord de Selkirk, dans le Manitoba. Il a obtenu son diplôme de la faculté de droit de l'Université du Manitoba en 1979, puis a été admis au barreau un an plus tard. Murray a été le premier juge autochtone de la province charnière et le deuxième du pays.

Au cours de sa carrière juridique, Murray a fait progresser de manière importante le droit autochtone. En tant qu'avocat, il s'est battu pour que les droits juridiques des peuples autochtones soient reconnus et respectés au sein du système juridique canadien. Il a notamment défendu les droits issus des traités et lutté contre les pratiques discriminatoires dont étaient victimes les collectivités autochtones.

« Ce n'était pas du tout compliqué. Quand il parlait, on l'écoutait », a déclaré Jim, soulignant la grande perspicacité de Murray sur les questions touchant les Autochtones. « Nous avons assimilé des leçons de vie que nous aurions dû apprendre il y a longtemps. »

Murray s'est fait connaître pour son rôle à la tête de la Commission de vérité et réconciliation (CVR), qui avait pour mission d'informer les Canadiens au sujet des effets dévastateurs du régime des pensionnats indiens du pays sur les peuples autochtones. En 2015, la com-



*L'honorable Murray Sinclair reçoit l'Ordre du Manitoba à l'été 2024.*

mission a publié son rapport final, qui retrace l'histoire de ce régime.

En 2016, Murray est devenu le 16<sup>e</sup> sénateur autochtone du Canada. À ce titre, il a siégé à de nombreux comités permanents du Sénat, notamment ceux des services aux Autochtones, des questions constitutionnelles, ainsi que des pêches et des océans.

Des milliers d'hommages ont été rendus à Murray après son décès, ses anciens collègues le connaissant comme une voix respectée en matière de questions autochtones au Parlement.

« Murray Sinclair était un grand ami et un collègue au Sénat. Nous avons été nommés en même temps. Il a été une source d'inspiration pour moi chaque jour. Repose en paix, Murray », a déclaré l'ancienne sénatrice Frances Lankin dans un message publié sur LinkedIn.

« Nous sommes nombreux à pleurer le décès prématuré d'un grand homme. J'ai eu l'honneur de travailler avec lui au Sénat. Il était gentil, humble, patient et, pour moi en particulier, un excellent mentor. C'est une grande perte pour tous les Canadiens. Repose en paix, mon ami », a déclaré l'ancienne sénatrice Mo-

bina Jaffer dans un message publié sur X.

Murray était souvent invité à prendre la parole lors de conférences et d'événements, où il sensibilisait les participants autochtones et non autochtones à l'importance de la réconciliation et de la compréhension. Dans ses discours, il insistait souvent sur la nécessité pour les Canadiens de faire face aux vérités dérangeantes de l'histoire du pays et de travailler ensemble pour assurer un avenir plus juste.

En 2021, Murray a pris sa retraite de la Chambre haute et a poursuivi sa carrière à l'Université Queen's. Au fil des ans, Murray a reçu de nombreuses distinctions. Entre autres, il a été nommé Compagnon de l'Ordre du Canada, a été décoré de l'Ordre du Manitoba et reçu un Prix national d'excellence autochtone.

Jim Munson espère que les gens continueront à se souvenir des leçons que Murray a données aux Canadiens en matière de réconciliation.

« Je considère Murray Sinclair comme un mentor pour nous tous », a déclaré Jim. « En tant qu'apprenants, nous avons écouté et nous devons continuer à le faire. »

*À vos calendriers!*

Joignez-vous à nous pour le Service commémoratif de 2025 et l'Assemblée générale annuelle les 15 et 16 juin

### Horaire

- **Réception de bienvenue** : 15 juin
- **Service commémoratif** : 16 juin – Joignez-vous à nous pour rendre hommage à ceux et celles qui ont apporté une importante contribution à notre communauté.
- **Assemblée générale annuelle, réception et dîner de l'ACEP et de la Fondation pour l'éducation** : 16 juin

Inscrivez-vous dès aujourd'hui – réservez votre place en vous inscrivant sur le site [exparl.ca/fr/](http://exparl.ca/fr/). Au plaisir de vous voir en juin!

*À vos calendriers!*

Réunion régionale à Thunder Bay (Ontario) du 19 au 21 septembre 2025

Nous sommes heureux d'annoncer que la prochaine réunion régionale aura lieu dans la belle ville de Thunder Bay (Ontario) du vendredi 19 septembre au dimanche 21 septembre!

Quelle belle occasion pour nos membres de se réunir, de réseauter et d'échanger des idées dans un cadre inspirant!

À inscrire à votre calendrier dès maintenant! Plus de détails, y compris les renseignements sur l'inscription, vous seront communiqués sous peu. Restez à l'affût des mises à jour alors que nous nous préparons pour un événement que vous ne voudrez pas manquer.

Nous avons hâte de vous voir à Thunder Bay cet automne!